

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

## SOMMAIRE

Le « cours nouveau » du Parti bolchevik (Boris Souvarine). — Lettre de L. Trotsky (L. Trotsky). — Les conditions d'une démonstration de rues à Paris (Albert Treint). — Sur la mort de Vail-

lant (L. Trotsky). — A la veille de la révolution (A. Chliapnikov). — Les intellectuels et la révolution (G. Zinoviev). — Le socialisme et l'agriculture (Marcel Ollivier). — Table des matières.

# Le « Cours nouveau » du Parti bolchevik

La discussion menée dans les colonnes de la *Pravda* (1) sur l'état intérieur du parti communiste russe, les rapports du parti avec la masse et le rôle des communistes dans l'économie a rapidement gagné la base même du parti, les « cellules » et les « rayons ». A un mois de la Conférence dont la convocation est annoncée, nous avons déjà devant nous un matériel documentaire énorme, où il est vraiment embarrassant de puiser.

Nos lecteurs auront sans doute remarqué ces faits d'apparence contradictoires : les points de vue exposés par les discuteurs sont sensiblement identiques et cependant il y a dans le parti des « courants ». Si tout le monde est d'accord et si la résolution votée à l'unanimité par les organes centraux exprime bien l'avis général, à quoi bon une Conférence et qu'attend-on pour passer de suite à la mise en œuvre des idées prônées par tous ?

Les choses ne sont pas si simples. Tout le monde est maintenant d'accord, c'est vrai, mais il en est qui voient dans la résolution une satisfaction donnée à une nécessité impérieuse et qui risqueraient de rester platonique sans un remaniement énergique et général de l'appareil administratif du parti. Ceux-ci craignent qu'il en soit des décisions actuelles comme de celles du X<sup>e</sup> Congrès, où furent votées des thèses remarquables sur la démocratie ouvrière, et qu'il s'agit d'appliquer trois

ans plus tard. Ils approuvent les considérations et propositions de Zinoviev, les termes de la résolution, mais ils en accentuent quelques traits : le principal est celui qui concerne l'élection des fonctionnaires responsables. L'opposition, puisque l'opposition s'est formée, demande la réélection immédiate de tous les cadres du parti, à tous les échelons.

Du coup, la direction résiste à cette exagération et fait remarquer qu'il ne faut pas tout casser. Et voici une « nouvelle phase » de la discussion, comme dit l'éditorial de la *Pravda* du 12/12. Cet article fait observer que s'il faut assainir l'appareil du parti, il ne s'agit pas de le détruire, en transformant la discussion en lutte contre l'appareil comme tel. « Si l'on ne doit pas identifier le parti à une armée, on ne doit pas non plus l'identifier à une foule. » Il ne faut pas, selon le proverbe russe, vider la baignoire en jetant l'eau et le gosse avec !

La *Pravda* calme ceux qu'on pourrait appeler les réformateurs extrémistes et les invite à travailler au renouvellement rationnel des cadres. « La discussion sur toutes les graves questions — non la discussion pour l'amour de la discussion, mais dans l'intérêt du Parti — nous est indispensable, comme l'air et l'eau. » Mais ce n'est pas une raison pour réformer l'appareil du parti d'une manière inconsidérée. La discussion sur le « cours nouveau » du parti, telle qu'on la voit se propager avec ardeur dans les cellules, prouve que la résolution du Comité central est prise au sérieux et sera bien appliquée. « Le Parti

(1) Voir dans les numéros 49, 50, 51 nos trois articles déjà consacrés à ce sujet, et dans le numéro 51 la résolution des organes centraux du Parti sur la situation intérieure du Parti.

saura conserver et son unité, et son appareil en améliorant celui-ci et en le portant au degré d'élasticité et de souplesse qu'il lui faut pour résoudre ses tâches successives. »

De fait, la discussion dans le Parti est menée avec vigueur, à en juger d'après les comptes rendus de la *Pravda*. Pour citer des exemples, dans le rayon Krasno-Présniensky de Moscou (le rayon rouge par excellence), l'assemblée générale des « bureaux de cellules » a tenu une réunion qui a duré trois jours. Elle entendit un rapport de Sokolnikov, puis une discussion à laquelle prirent part Boukharine, Zinoviev, Préobrajensky, Riazanov, Koltzov, Chevtzov, et une quantité de camarades du rayon. Finalement, elle approuva unanimement contre 5 voix une motion de Sokolnikov. Une motion de Préobrajensky fut repoussée. Dans le rayon Zamoskvoretskoï, la réunion approuva la résolution du Comité central en faisant confiance à celui-ci pour l'appliquer, et rejeta la motion Préobrajensky. Dans le rayon Baoumanovsky, la réunion entendit un rapport de Kamenev et vota une motion contenant tous les points principaux de la résolution du C. C. A l'usine Krassnii Postavitchik, la cellule prit connaissance de tous les articles parus sur les questions débattues, *discuta quatre soirées entières et de 5 à 6 heures chaque fois*, entendit 40 orateurs, se trouva devant trois motions, deux approuvant la résolution du C. C., l'autre en faveur du point de vue de Préobrajensky ; celle-ci ne recueillit aucune voix, son auteur même s'étant absenté au moment du vote.

L'opposition est menée par Préobrajensky, Sapronov et Raphaël. Nous ne saurions mieux faire que résumer un article de Sapronov, comme nous avons dans le dernier *Bulletin* fait pour l'article de Préobrajensky, afin de mettre nos lecteurs à même de juger.

\*\*

Sapronov (*Pravda*, 8/12), observe que Zinoviev veut la réalisation de la démocratie ouvrière, que tous les participants à la discussion la veulent aussi, et que cependant ils s'opposent les uns aux autres. Donc, Zinoviev n'a pas tout dit.

Ce qui est préconisé aujourd'hui comme démocratie ouvrière était déjà dans les résolutions du X<sup>e</sup> Congrès (1921), mais il paraît que deux réserves qui s'y trouvaient ont suffi pour suspendre leur application. L'une disait : « dans la mesure où les besoins de la lutte avec la contre-révolution n'y fait pas obstacle », à propos des méthodes de démocratie ouvrière, l'autre spécifiait « comme système » au passage répudiant la désignation des fonctionnaires (désignation étant ici considérée comme antonyme d'élection).

Quoi d'étonnant, après cela, que les paroles de Zinoviev n'aient pas provoqué d'enthousiasme, aient même rencontré de la méfiance ?

Aucun des auteurs d'articles parus dans la *Pravda* ne s'oppose à la démocratie ouvrière. Mais dans la *Pravda* de Petrograd, le camarade Sarkis a écrit que la démocratie telle

qu'elle existe actuellement dans le Parti est un régime excellent, auquel on ne doit rien changer. Ce sont des éléments comme Sarkis qui ont pratiquement annulé les décisions du X<sup>e</sup> Congrès, et il ne manque pas, tant à Moscou qu'à Petrograd, de Sarkis qui ne tiendront pas compte des nouvelles décisions.

Sarkis et ceux qui pensent comme lui considèrent le Parti surtout comme une école où les membres s'instruisent en diverses matières. Mais Zinoviev constate que le niveau moyen de la masse du Parti reste souvent au-dessous de celui des ouvriers sans parti. Notre école ne doit pas ressembler à un Institut de jeunes filles nobles, où l'on étudie entre quatre murs. Chaque membre du Parti est un éducateur et un guide pour les masses d'ouvriers sans parti. On ne doit pas, sous prétexte d'instruire nos adhérents, les couper de la masse. Et sous le rapport de la liaison avec les ouvriers sans parti, les élèves de notre école sont supérieurs à leurs professeurs.

« Il faut rappeler une fois pour toutes qu'aucune unanimité du Parti ne rachète la moindre séparation d'avec le prolétariat... « Il faut une fois pour toutes repousser la philosophie des pédants du Parti qui prétendent que notre tâche cardinale est d'éduquer nos membres en dehors de leur travail actif dans le prolétariat, — comme si nous étions des répétitrices. »

Voilà sur quoi Zinoviev n'a pas dit un mot. « Et pourtant, c'est là la tâche, à la vérité pas nouvelle, qu'il nous faut accomplir, ou plutôt ce sont là les obstacles déjà rencontrés et qu'il faut surmonter coûte que coûte, sur la voie de l'accomplissement de nos tâches. »

Nous avons épuré nos rangs, nous devons maintenant reviser nos cadres, en procédant par élections. Ainsi, nous réaliserons la démocratie ouvrière non en paroles, mais dans les actes. Tel est l'essentiel de l'argumentation de Sapronov.

\*\*

Comme on le voit, il n'y a rien là d'essentiellement différent des formules de la résolution du C. C. Les motions qui circulent dans les cellules sous le patronage de Préobrajensky, Sapronov et Raphaël sont plus nettes. Elles demandent : l'abolissement des « désignations » aux postes responsables ; l'élection à tous les postes, comme règle ; la responsabilité des organes du Parti non seulement devant les instances supérieures mais devant la masse ; une définition plus précise des fractions ; la remise aux cellules en premier lieu des questions de sanctions ; la réélection de tous les cadres auparavant nommés par voie de désignation. Ces motions, jusqu'à présent, n'ont pas trouvé de succès. Le fond n'en diffère pas du fond de la résolution du C. C. En réalité, elles posent la question de confiance envers le Comité Central actuel.

Un autre point de vue intéressant a été soumis par Steklov au jugement du Parti. Dans les *Isvestia*, sous le titre : *N'est-il pas temps*

de recommencer ? Steklov s'est saisi de la constatation de Zinoviev sur l'insuffisance de l'effectif prolétarien dans la composition sociale du Parti pour proposer le renouvellement de la « Semaine du Parti » de 1919. Cette « semaine » d'adhésions fut ouverte à la faveur (si l'on peut dire) de la gravité de la situation, quand les blancs de l'intérieur et de l'extérieur furent le plus près d'atteindre leur but : le renversement du pouvoir des soviets, qui eût été, évidemment, suivi d'un impitoyable massacre de communistes. L'adhésion au Parti, dans ces heures de péril, n'offrait aux nouveaux venus que des risques mortels : on pouvait donc, et l'on devait, ouvrir largement les portes du Parti. Steklov estime que les circonstances actuelles sont assez analogues à celles d'alors : la situation allemande entraînera probablement des complications européennes avec des dangers de conflits armés et les communistes devront une fois de plus faire preuve d'abnégation, d'esprit de sacrifice ; on peut, par conséquent, recommencer l'opération de 1919 en facilitant l'adhésion aux ouvriers.

Les *Isvestia* ont reçu beaucoup de lettres approuvant ce point de vue. Mais une, signée R. D., donnait contre de très bons arguments. Le Parti a-t-il beaucoup gagné à cette « semaine » de 1919 ? Non, car au cours de l'épuration du Parti en 1921-22, ce sont surtout des derniers venus qui ont été exclus, environ cent mille, donc précisément ces éléments inscrits pendant la fameuse « semaine ». A quoi bon recommencer une « semaine » pour devoir faire ensuite une épuration ? De plus, quoi qu'en dise Steklov, les conditions d'aujourd'hui diffèrent essentiellement de celles de 1919 : il n'y a plus de fronts et il y a la *Nep*. Evitons l'adhésion en masse et l'épuration en masse ; le Parti ne s'assimilerait pas en un jour cent mille, voire cinq cent mille comme l'envisage Steklov, nouveaux membres. Ce qu'il faut, c'est renforcer progressivement nos rangs en allégeant les conditions d'admission pour les ouvriers (on sait que ces conditions sont actuellement très rigoureuses ; il faut cinq et sept parrains, selon l'ancienneté de ceux-ci, faire un long stage de candidature, subir des examens, etc.).

Ce R. D. nous semble parler en sage, — nous voulons dire : en homme ayant un sens politique excellent. Sur le fond, il est d'accord avec Steklov quant à la nécessité de faciliter aux ouvriers l'entrée du Parti. Sur la méthode, il préconise une ligne de conduite plus sûre que celle du rédacteur en chef des *Isvestia*.

\*\*

La presse contre-révolutionnaire russe à l'étranger ne pouvait manquer de s'emparer des débats intérieurs du Parti bolchevik et de s'en réjouir comme d'un signe de désagrégation. C'est naturellement ce qui est arrivé. Mais depuis six ans que cette presse délaie des absurdités, elle n'a pu faire que ses dé-

sirs deviennent des réalités, ni transformer la situation russe selon ses goûts. Laissons la donc déraisonner en paix. Tant mieux si elle ne comprend pas que c'est un signe de force, une manifestation de santé physique et morale que cette discussion ouverte par le Comité Central à son heure et qui se développe librement dans la presse et dans les réunions : moins nos ennemis nous connaissent, plus mal ils nous jugent, — mieux cela vaut pour la révolution...

Ce n'est, d'ailleurs, pas la première fois que le Parti russe, depuis la révolution, met sur le tapis les questions les plus brûlantes et engage des polémiques intérieures (polémiques, cela va sans dire, toujours élevées et dignes de ce grand Parti). Même pendant les années terribles, il y eut des tendances et des oppositions. Lénine dut vaincre de grandes résistances pour imposer son point de vue lors de Brest-Litovsk ; la « gauche » d'alors, qui voulait le refus de capituler, la guerre de partisans à outrance, le recul jusqu'à l'Oural et la mort en beauté, comprenait des camarades comme Boukharine, Radek, Kollontai. Sur le rôle des syndicats, en 1921, Trotsky soutint une lutte homérique et fut battu. L'opposition du « centralisme démocratique », dirigée par Ossinsky et Sapronov, vit son point de vue théorique adopté par le X<sup>e</sup> Congrès. « L'opposition ouvrière », menée par Chliapnikov, Medvediev et Kollontai, fut battue, blâmée, pas contente mais disciplinée, et ses leaders continuent de rendre de grands services à la révolution. Au XII<sup>e</sup> Congrès, Krassine, Larine, Ossinsky soutinrent des conceptions que le Parti repoussa. Tout cela n'a pas amoindri le Parti, au contraire.

Nous l'avons déjà dit plusieurs fois et il est bon de le répéter, la force du Parti russe réside dans sa capacité de prévoir les déviations exagérées, les obstacles dangereux, les courants dans les masses, et dans son aptitude à satisfaire à temps les revendications légitimes. Il a toujours su, quelquefois pas assez tôt mais jamais trop tard, puiser dans les idées de l'opposition ce qu'il y avait de bon. Et quand il trouvait des éléments inassimilables, il savait faire la distinction entre eux et les camarades momentanément désorientés et mettre les premiers à la porte avant qu'ils aient pu nuire. C'est encore ce qui s'est passé récemment avec le « groupe ouvrier », dont il faut dire deux mots.

Deux anciens membres du Parti, Kousnetzov et Miasnikov, (exclus au début de 1922), ayant conservé quelques liens avec le Parti, y formèrent un petit groupe clandestin sous le nom de « groupe ouvrier ». Ce groupe répudiait la tactique de front unique de l'Internationale communiste, combattait la *Nep* comme retour au capitalisme mais sans réclamer le retour à « l'ancienne politique », se livrait à une démagogie vulgaire, par exemple en demandant la liberté de la presse pour les contre-révolutionnaires. La presse social-contre-révolution-

nnaire de droite lui exprima sa sympathie. La Commission de contrôle appela tous les membres du groupe, discuta avec eux, examina leur cas, et en exclut douze du Parti ; mais étant donné le passé de ces camarades et leur sincérité, elle « considère leur exclusion comme une épreuve de leur attachement au Parti et ne leur ferme pas la porte s'ils veulent plus tard rentrer et s'ils démontrent en fait leur dévouement au Parti et à la classe ouvrière » (*Pravda*, du 2/12). Un de ces douze n'est exclu que pour un an, vu qu'il a reconnu s'être trompé avant même d'avoir été accusé. Quatorze autres camarades, prolétaires, peu informés et reconnaissant avoir commis une faute en participant à un groupe clandestin, reçoivent un blâme et un avertissement (1).

Un autre groupuscule, se nommant « Rabotchaïa Pravda », de tendance menchevique, se déclarant « près » de l'Internationale 2 1/2 (laquelle, d'ailleurs, n'existe pas, comme dirait M. Bergeret), s'était formé — avec des membres du Parti et des éléments du dehors (parmi ceux-ci, l'économiste connu comme antimarxiste, A. Bogdanov). La Commission de contrôle convoqua ceux du Parti, leur lava la tête, discuta avec eux, en persuada un certain nombre, et probablement en exclut quelques-uns (nous n'avons pas de document précis à ce sujet). En tout, les deux groupes réunis comptaient 40 à 50 personnes. On voit que ce n'est pas bien grave pour un Parti de 400.000 membres sélectionnés, éprouvés et disciplinés.

Précisément, le Parti sait éviter les déchiements par son sens politique, sa prévoyance et sa clairvoyance. Il ne néglige rien pour convaincre les hésitants. Il n'hésite pas à exclure les résistants. La méthode est bonne, pourvu que la direction continue de tenir le plus grand compte de toutes les saines critiques et de toutes les bonnes suggestions, comme il le fait en ce moment.

Il y a beaucoup à dire encore sur le « cours nouveau » du Parti Communiste russe. Nous n'avons rapporté que les articles de Zinoviev, de Préobrajensky, de Sapronov, de Steklov, les arguments d'une dizaine de camarades : c'est peu à côté de ce qui est publié et qui mérite d'être analysé. Nous poursuivrons dans le prochain *Bulletin* notre compte rendu (2). La lettre de Trotsky, publiée plus loin, éclaire à merveille de très importantes questions ; elle mérite d'être lue et méditée avec la plus sérieuse attention.

Les idées brièvement traduites dans cette lettre sont évidemment sujettes à interprétations différentes, dans le feu de la polémique. Mais ce n'est qu'en en forçant le sens pour les besoins de tel ou tel point de vue qu'on pourrait leur attribuer une signification

(1) La presse contre-révolutionnaire russe a raconté que Miasnikov avait été arrêté. Invention d'autant plus ridicule que celui-ci séjourne... à Berlin.

(2) Nous avons reçu encore deux lettres d'encouragement à continuer cet exposé. Ce n'est pas très abondant comme courrier.

de dénigrement systématique. Trotsky exprime de grandes vérités communistes qui n'ont qu'un seul défaut, celui d'être insuffisamment développées. Sans doute leur développement eut exigé un gros travail, qui ne s'improvise pas. Les communistes capables de les étudier de sang-froid, dans leur brièveté et dans leur richesse de pensée, ne pourront que les approuver. Même si la passion des débats en cours dans le Parti ne leur donnait pas un terrain favorable, elles s'imposeraient tôt ou tard, car c'est l'esprit marxiste vivant qui les inspire et une des plus vastes intelligences qu'on ait jamais connues qui les nourrit.

Boris SOUVARINE.

P.-S. — Au moment de mettre le *Bulletin* sous presse, nous recevons de nouveaux numéros de la *Pravda* où c'est par vingt colonnes à la fois, — et quelles colonnes ! — que nos camarades nous fournissent le matériel de leurs discussions. C'est ce qu'on pourrait appeler... passer d'un extrême à l'autre. Nous continuerons donc, dans le prochain *Bulletin*, à exposer les vues des uns et des autres, et nous y ajouterons, avec la permission de nos lecteurs, les appréciations personnelles d'un communiste français qui a vécu en Russie où il a beaucoup vu, beaucoup entendu, beaucoup appris.

## Lettre de L. Trotsky

Voici la lettre adressée aux Assemblées plénières de la Direction du Parti par Trotsky et dont nous parlons plus haut. Malade et dans l'impossibilité de prendre part directement aux discussions, notre ami a dû s'exprimer dans cette lettre, forcément trop courte pour traduire toute sa pensée avec la précision désirable, ce qui a favorisé des interprétations diverses de son point de vue et des commentaires parfois virulents. Nous reviendrons dans le prochain *Bulletin* sur la discussion menée autour de cette lettre. — B. S.

Chers camarades,

J'espérais être rétabli assez tôt pour participer à la discussion de la situation intérieure et des nouvelles tâches du Parti. Mais la durée de ma maladie a dépassé les prévisions des médecins, et je me vois obligé de vous exposer mes vues par écrit.

La résolution du Bureau Politique sur l'organisation du Parti a une signification exceptionnelle. Elle indique que le Parti est arrivé à un tournant important de sa voie historique. Aux tournants, comme on l'a signalé avec raison en maintes assemblées, il faut de la prudence ; mais il faut aussi de la fermeté et de la décision. L'expectative, l'imprécision seraient en l'occurrence les pires formes d'imprudence.

Portés à surestimer le rôle de l'appareil dirigeant et à sous-estimer l'initiative du Parti, quelques camarades d'esprit conservateur critiquent la résolution du Bureau Politique. Le C. C., disent-ils, assume des obligations impossibles ; la résolution ne fera qu'engendrer des illusions et n'aura que des résultats néga-

tifs. Cette manière de voir décelé une méfiance bureaucratique profonde envers le Parti. Jusqu'à présent, le centre de gravité avait été par erreur reporté sur l'appareil ; la résolution du C. C. proclame qu'il doit désormais résider dans l'activité, l'initiative, l'esprit critique de tous les membres du Parti, avant-garde organisée du prolétariat. Elle ne signifie pas que l'appareil du P. C. soit chargé de décréter, de créer ou d'établir le régime de la démocratie. Ce régime, le Parti le réalisera lui-même. Brièvement parlant : le Parti doit se subordonner son propre appareil, sans cesser d'être une organisation centralisée.

Dans les débats et les articles de ces derniers temps, on a souligné que la démocratie « pure », « entière », « idéale » est irréalisable et que, pour nous, elle n'est pas une fin en soi. Cela est incontestable. Mais on peut, avec autant de raison, affirmer que le centralisme pur, absolu, est irréalisable et incompatible avec la nature d'un parti de masse et qu'il ne saurait, non plus que l'appareil du Parti, représenter une fin en soi. La démocratie et le centralisme sont deux faces de l'organisation du Parti. Il s'agit de les accorder de la façon la plus juste, c'est-à-dire correspondant le mieux à la situation. Durant la dernière période, l'équilibre était rompu au profit de l'appareil. L'initiative du Parti était réduite au minimum. De là des habitudes et des procédés de direction en contradiction fondamentale avec l'esprit de l'organisation révolutionnaire du prolétariat. La centralisation excessive de l'appareil aux dépens de l'initiative engendrait un malaise, malaise qui, à l'extrémité du Parti, revêtait une forme extrêmement morbide et se traduisait entre autres par l'apparition de groupements illégaux dirigés par des éléments indubitablement hostiles au communisme. En même temps, l'ensemble du Parti désapprouvait de plus en plus les méthodes officielles de solution des questions. L'idée, ou tout au moins le sentiment, que le bureaucratisme menaçait d'engager le Parti dans une impasse était devenue presque générale. Des voix s'élevaient pour signaler le danger. La résolution sur la nouvelle orientation est la première expression officielle du revirement qui s'est effectué dans le Parti. Elle sera réalisée dans la mesure où le Parti, c'est-à-dire ses quatre cent mille membres, voudra et saura la réaliser.

Dans une série d'articles on s'attache à démontrer que, pour vivifier le Parti, il faut commencer par élever le niveau de ses membres, après quoi tout le reste, c'est-à-dire la démocratie ouvrière, viendra par surcroît. Il est incontestable qu'il nous faut élever le niveau idéologique de notre Parti pour le mettre à même d'accomplir les tâches gigantesques qui lui incombent, mais cette méthode pédagogique est insuffisante et, partant, erronée, et y persister, c'est provoquer infailliblement une aggravation de la crise. Le Parti ne peut élever son niveau qu'en accomplissant ses tâches essentielles, et cela en dirigeant collectivement (avec les lumières et l'initiative de tous ses membres) la classe ouvrière et l'Etat prolétarien. Il faut aborder la question, non pas du point de vue pédagogique, mais du point de vue politique. On ne saurait faire dépendre l'application de la démocratie ouvrière du degré de « préparation » des membres du Parti à cette démocratie. Notre Parti est un parti. Nous pouvons présenter des exigences rigoureuses à ceux qui veulent y entrer et y rester ; mais, une fois qu'on en est membre, on participe par là-même à toute son action.

Le bureaucratisme tue l'initiative et entrave ainsi l'élévation du niveau général du Parti. C'est là son défaut capital. Comme l'appareil est constitué inévitablement par les camarades les plus expérimentés et les plus méritoires, c'est sur la formation politique des jeunes générations communistes que le bureaucratisme a sa répercussion la plus fâcheuse. Aussi est-ce la jeunesse, baromètre sûr du Parti, qui réagit le plus vigoureusement contre le bureaucratisme de notre organisation.

Néanmoins il ne faudrait pas croire que notre système de solution des questions — tranchées presque uniquement par les fonctionnaires du Parti — n'ait aucune influence sur l'ancienne génération, qui incarne l'expérience politique et les traditions révolutionnaires

du Parti. Là aussi, le danger est très grand. L'immense autorité du groupe des vétérans du P. C. R. est universellement reconnue. Mais ce serait une erreur grossière que de la considérer comme un absolu. Ce n'est que par une collaboration active constante avec la nouvelle génération, dans le cadre de la démocratie, que la vieille garde conservera son caractère de facteur révolutionnaire. Sinon, elle peut se figer et devenir insensiblement l'expression la plus achevée du bureaucratisme.

L'histoire nous offre plus d'un cas de dégénérescence de ce genre. Prenons l'exemple le plus récent et le plus frappant : celui des chefs et des partis de la 2<sup>e</sup> Internationale, Wilhelm Liebknecht, Bebel, Singer, Victor Adler, Kautsky, Bernstein, Lafargue, Guesde étaient les disciples directs de Marx et d'Engels. Pourtant, dans l'atmosphère du parlementarisme et sous l'influence du développement automatique de l'appareil du Parti et de l'appareil syndical, ces leaders, totalement ou partiellement, tournèrent à l'opportunisme. A la veille de la guerre, le formidable appareil de la social-démocratie, couvert de l'autorité de l'ancienne génération, était devenu le frein le plus puissant à la progression révolutionnaire. Et nous, les « vieux », nous devons bien nous dire que notre génération, qui joue naturellement le rôle dirigeant dans le Parti, ne serait nullement prémunie contre l'affaiblissement de l'esprit révolutionnaire et prolétarien dans son sein, si le Parti tolérait le développement des méthodes bureaucratiques qui transforment la jeunesse en objet d'éducation et détachent inévitablement l'appareil de la masse, les anciens des jeunes. Contre ce danger indubitable, il n'est pour le Parti d'autre moyen que l'orientation vers la démocratie et l'afflux, toujours plus grand, des éléments ouvriers dans son sein.

Je ne m'arrêterai pas ici sur les définitions juridiques de la démocratie ni sur les limites qui lui sont imposées par le statut du P. C. Quoique importantes, ces questions sont secondaires. Nous les examinerons à la lumière de notre expérience et y apporterons les modifications nécessaires. Mais ce qu'il faut modifier avant tout, c'est l'esprit qui règne dans nos organisations. Il faut que le Parti revienne à l'initiative collective, au droit de critique libre et fraternelle, qu'il ait la faculté de s'organiser lui-même. Il est nécessaire de régénérer et de renouveler l'appareil du Parti et de lui faire sentir qu'il n'est que l'exécuteur de la volonté de la collectivité.

La presse du P. C. a, ces derniers temps, donné une série d'exemples caractéristiques de la dégénérescence bureaucratique des mœurs et des rapports dans le Parti. Un critique osait-il élever la voix, immédiatement on prenait le numéro de sa carte de communiste. Avant la publication de la décision du C. C. sur la nouvelle orientation, le simple fait de signaler la nécessité d'une modification du régime intérieur du Parti était considéré par les fonctionnaires préposés à l'appareil comme une hérésie, une manifestation de l'esprit de scission, une atteinte à la discipline. Et maintenant ces bureaucrates sont prêts formellement à « prendre acte » de la nouvelle orientation, c'est-à-dire pratiquement à l'enterrer. Le renouvellement de l'appareil du Parti — dans le cadre précis du statut — doit avoir pour but de remplacer les bureaucrates momifiés par des éléments vigoureux étroitement liés à la vie de la collectivité. Et, avant tout, il faut écarter des postes dirigeants ceux qui, au premier mot de protestation ou d'objection, brandissent contre les critiques les foudres des sanctions. La nouvelle orientation doit avoir pour premier résultat de faire sentir à tous que personne désormais n'osera plus terroriser le Parti.

Notre jeunesse ne doit pas se borner à répéter nos formules. Elle doit les conquérir, se les assimiler, se former son opinion, sa physiologie à elle et être capable de lutter pour ses vues avec le courage que donnent une conviction profonde et une entière indépendance de caractère. Hors du Parti l'obéissance passive qui fait emboîter mécaniquement le pas après les chefs ; hors du Parti l'impersonnalité, la servilité, le carriérisme ! Le bolchevik n'est pas seulement un homme discipliné : c'est un homme qui, dans chaque cas et sur chaque question, se forge une opinion

ferme et la défend courageusement, non seulement contre ses ennemis, mais au sein de son propre parti. Peut-être sera-t-il aujourd'hui en minorité dans son organisation. Il se soumettra, parce que c'est son parti. Mais cela ne signifie pas toujours qu'il soit dans l'erreur. Peut-être a-t-il vu ou compris avant les autres la nouvelle tâche ou la nécessité d'un tournant. Il soulèvera avec persistance la question une deuxième, une troisième, une dixième fois s'il le faut. Par là, il rendra service à son parti, en le familiarisant avec la nouvelle tâche ou en l'aider à accomplir le tournant nécessaire sans bouleversements organiques, sans convulsions intérieures.

Notre parti ne pourrait s'acquitter de sa mission historique s'il se morcelait en fractions. Il ne se désagrègera pas ainsi car, collectivité autonome, son organisme s'y oppose. Mais il ne combattra avec succès les dangers de fractionnement qu'en développant et en consolidant dans son sein l'application de la démocratie ouvrière. *Le bureaucratisme de l'appareil est précisément l'une des principales sources du fractionnement.* Il réprime impitoyablement la critique et refoule le mécontentement à l'intérieur de l'organisation. Pour lui, toute critique, tout avertissement est presque fatalement une manifestation de l'esprit de scission. Le centralisme mécanique a pour complément oblique le fractionnement, caricature de la démocratie et danger politique formidable.

Conscient de la situation, le parti accomplira l'évolution nécessaire avec la fermeté et la décision exigées par les tâches qui lui reviennent. Par là même, il affermera son unité révolutionnaire qui lui permettra de mener à bien le travail immense qui lui incombe sur l'échelle nationale et internationale.

Je suis loin d'avoir épuisé la question. J'ai renoncé, intentionnellement, à en étudier ici plusieurs côtés essentiels, me proposant de vous les exposer oralement dès que je serai rétabli — ce qui, je l'espère, ne tardera pas.

Salut fraternel.

L. TROTSKY.

8 décembre 1923.

P.-S. — La publication de cette lettre dans la *Pravda* étant retardée de deux jours, j'en profite pour y adjoindre quelques remarques complémentaires.

J'ai appris que, lors de la communication de ma lettre aux assemblées de quartier, certains camarades avaient exprimé la crainte que l'on n'exploitât mes considérations sur les rapports entre la « vieille garde » et la jeune génération, pour opposer (!) les jeunes aux vieux. A coup sûr, cette appréhension n'a pu venir qu'à ceux qui, il y a deux ou trois mois encore, repoussaient avec horreur l'idée même de la nécessité d'un changement d'orientation. En tout cas, le fait de mettre au premier plan des appréhensions de ce genre, *au moment présent et dans la situation actuelle*, dénote une intelligence des dangers réels et de leur importance relative. L'état d'esprit actuel de la jeunesse, symptomatique au plus haut point, est engendré précisément par les méthodes employées pour maintenir le « calme » et dont la résolution adoptée à l'unanimité par le Bureau politique est la condamnation formelle. En d'autres termes, le « calme », tel qu'il était compris, menaçait de détacher de plus en plus la fraction dirigeante des communistes plus jeunes, c'est-à-dire de l'immense majorité du Parti. La tendance de l'appareil à penser et à décider pour l'organisation tout entière mène à assoir l'autorité des milieux dirigeants *uniquement* sur la tradition. Le respect de la tradition est incontestablement un élément nécessaire de la formation communiste et de la cohésion du Parti, mais il ne peut être un facteur vital que s'il se nourrit et se fortifie constamment par un contrôle actif de cette tradition, c'est-à-dire par l'élaboration collective de la politique du Parti pour le *moment présent*. Sinon, il peut dégénérer en un sentiment purement officiel, n'être plus qu'une *forme sans contenu*. Une telle liaison entre les générations est évidemment insuffisante et des plus fragiles. Elle peut paraître solide, jusqu'au moment où l'on s'aperçoit qu'elle est prête à se rompre. C'est là précisément qu'est le danger de la politique du « calme » dans le Parti. Et, si les vétérans qui ne sont pas encore bureaucratisés, qui ont encore conservé l'esprit révolutionnaire (c'est-à-dire, nous en sommes persuadés, l'immense majorité), se rendent net-

tement compte du danger signalé plus haut et aident de toutes leurs forces le Parti à faire appliquer la résolution du Bureau politique du C.C., toute raison d'opposer les unes aux autres les générations dans le Parti disparaîtra. Il sera alors relativement facile d'endiguer la fougue, les « excès » éventuels de la jeunesse. Mais il faut, avant tout, faire en sorte que la tradition du Parti ne soit pas concentrée dans l'appareil directeur, mais vive et se renouvelle constamment dans l'expérience journalière de l'organisation tout entière. Par là même, on parera à un autre danger : celui de la division de l'ancienne génération en « fonctionnaires », chargés de maintenir le « calme », et en non-fonctionnaires. N'étant plus renfermé en lui-même, l'appareil du Parti, c'est-à-dire son ossature organique, loin de s'affaiblir, se fortifiera. Or, il est indubitable que nous avons besoin dans notre Parti d'un appareil centralisé puissant.

Peut-être pourrait-on encore objecter que l'exemple de dégénérescence de la social-démocratie à l'époque réformiste, que j'ai cité dans ma lettre, n'a pas grande valeur pour l'époque révolutionnaire actuelle. Evidemment, exemple n'est pas identité. Néanmoins, le caractère révolutionnaire de notre époque n'est pas une garantie par lui-même. Nous vivons sous le régime de la *Nep*, dont le danger est encore accru par le ralentissement de la révolution mondiale. Notre action pratique journalière de gestion de l'Etat, action de plus en plus délimitée et spécialisée, recèle, comme l'indique la résolution du C.C., un danger de rétrécissement de notre horizon, c'est-à-dire de dégénérescence opportuniste. Il est évident que ce danger s'accroît à mesure que le commandement des « secrétaires » tend à se substituer à la direction véritable du Parti. Nous serions de piètres révolutionnaires, si nous nous reposions sur le « caractère révolutionnaire de l'époque » du soin de surmonter nos difficultés, et surtout nos difficultés intérieures. Cette « époque », il faut l'aider par la réalisation rationnelle de la nouvelle orientation proclamée à l'unanimité par le Bureau politique du C.C.

Pour terminer, encore une remarque. Il y a deux ou trois mois, alors que les questions qui font l'objet de la discussion actuelle n'apparaissent pas encore à l'ordre du jour du Parti, quelques militants de province haussaient avec indulgence les épaules et se disaient qu'à Moscou, on cherchait la petite bête, qu'en province, tout allait bien. Maintenant encore, cet état d'esprit se reflète dans certaines correspondances de province. Opposer la province tranquille et raisonnable à la capitale troublée et contaminée, c'est faire preuve de ce même esprit bureaucratique dont nous avons parlé plus haut. En réalité, l'organisation moscovite est la plus vaste, la plus forte, la plus vitale des organisations de notre Parti. Même aux moments de « calme » plat, l'activité y a été plus intense que nulle part ailleurs. Si Moscou se distingue maintenant des autres points de la Russie, c'est uniquement en ce qu'il a pris l'initiative de la révision de l'orientation de notre Parti. C'est là un mérite et non un défaut. Tout le Parti emboîtera le pas à sa suite et procédera à la révision nécessaire de certaines valeurs. Moins l'appareil provincial du Parti s'opposera à ce mouvement et plus les organisations locales franchiront facilement ce stade inévitable d'autocritique fructueuse, dont les résultats se traduiront par un accroissement de la cohésion et une élévation du niveau idéologique du Parti.

L. T.

G. ZINOVIEV

**N. LENINE**

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

## DISCUSSIONS

# LES CONDITIONS d'une démonstration de rues à Paris

Si la question de la tactique des démonstrations de rues est actuellement soulevée dans le Parti, c'est parce que la Fédération de la Seine, depuis le Congrès de Paris, a réussi à grouper plusieurs milliers de manifestants en plein centre de l'agglomération parisienne, malgré l'interdiction de la police et du gouvernement.

Il y a eu successivement la manifestation du Luxembourg, faite devant le Sénat le jour même où la Haute-Cour était saisie de l'affaire du Complot.

Il y a eu la double manifestation à l'Opéra et devant l'Action Française, contre les attentats royalistes.

Il y a eu la manifestation du 11 novembre, sur les Grands Boulevards.

Grâce à ces manifestations, les ouvriers parisiens commencent à reconquérir la liberté de la rue et à prendre conscience de leur force en face d'une police impuissante à empêcher les démonstrations sur la voie publique.

La confiance inspirée par les manifestations organisées par la Fédération de la Seine ou selon les méthodes de la Fédération de la Seine, a certainement joué un rôle important lors des récentes manifestations des fonctionnaires et des agents de police contre la vie chère.

Lorsqu'on examine ce que doit être une manifestation de rues à Paris, il ne suffit pas de répéter de vieilles formules, toujours justes d'ailleurs, sur la nécessité d'entraîner les masses.

Si l'on veut non seulement parler, mais préparer l'action et perfectionner nos méthodes, il faut se demander : Comment, dans les conditions spéciales à la région parisienne, entraîner des masses importantes dans la rue derrière le Parti ?

Le problème est à la fois politique et technique.

Mais si le problème politique est facile à résoudre, il n'en est pas de même pour le problème technique.

Pour entraîner les masses dans la rue derrière le Parti, il faut politiquement — et tout le monde est d'accord là-dessus — choisir les mots d'ordre concrets susceptibles de mettre la masse en mouvement, et préparer la manifestation par une vaste agitation préalable au sein des masses travailleuses (campagne de presse, affiches, tracts, réunions préparatoires, etc.).

Le problème technique est difficile à résoudre à cause de la puissance et de la perfection de l'appareil de répression dont dispose à Paris l'Etat bourgeois.

Paris est le siège du gouvernement, Paris et sa banlieue comptent 4 millions d'habitants. Paris est la capitale d'un pays capitaliste aux institutions très centralisées.

Le gouvernement, pour se protéger contre la majorité dense des travailleurs qu'il opprime, dispose à Paris de forces coercitives formidables.

A Paris, sur tout lieu de manifestation et à toute heure connus très à l'avance, il est possible à l'Etat bourgeois de concentrer au minimum une force armée de 50.000 hommes et de la concentrer plus que ne peut se concentrer la masse ouvrière.

Dans ces conditions, se borner à une préparation politique et à une préparation technique ne tenant pas compte des difficultés spéciales à Paris ne peut aboutir qu'à deux conséquences : soit s'incliner, comme on le faisait depuis 1920, devant l'interdiction gouvernementale, soit aboutir à mettre en présence d'une formidable manifestation policière et militaire une manifestation ouvrière à peine supérieure en nombre et désarmée.

Dans ces deux cas, la masse politique préparée par nous prend conscience non de sa force, mais de sa faiblesse, se décourage et se démoralise.

C'est seulement quand notre influence communiste aura tellement grandi que nous arriverons à mettre debout des centaines de milliers de travailleurs que le problème changera d'aspect.

A ce moment-là, la lutte des classes aura pris une telle ampleur et sera devenue si aiguë que l'armée et la police elles-mêmes seront vraisemblablement atteintes par une désagrégation interne favorable au succès révolutionnaire.

Nous n'en sommes malheureusement pas encore là.

Que pouvons-nous faire pour aboutir quand même, dans les conditions où nous sommes dans la région parisienne, à des concentrations ouvrières massives ?

Nous pouvons tout d'abord essayer ces concentrations dans une commune de banlieue, choisie parmi celles dont la municipalité est décidée à la lutte ouvrière. Si le maire n'y voit pas ses pouvoirs suspendus par arrêté préfectoral, si la police gouvernementale ne s'y substitue pas à la police locale, nous pouvons réussir, sans aller prématurément à un choc sanglant dans des conditions évidentes d'infériorité.

Avec une technique appropriée, nous pouvons aussi, en dépit de la police, réussir en plein Paris des manifestations de masse.

D'abord, pour cela, il faut concentrer en un lieu et à une heure connus d'eux seuls, les adhérents des organisations révolutionnaires.

Il faut ensuite prendre toute une série de dispositions pratiques et bien étudiées à l'avance pour retarder le plus possible l'intervention des forces répressives.

Enfin, il faut agglomérer à ce noyau de manifestants de larges masses. Pour cela, un grand nombre de moyens peuvent être imaginés.

On peut convoquer ces masses par des tracts ou par une édition spéciale de presse, une ou deux heures à l'avance.

On peut concentrer le noyau de la manifestation

sur un point de passage obligé des ouvriers revenant du travail en prenant toutes les dispositions pratiques en vue de les entraîner dans la manifestation (distribution de tracts, groupes d'agitateurs, etc., etc.).

Si au préalable, pendant plusieurs jours, la préparation politique de l'opinion par tracts, par affiches, par campagne de presse et par meetings, a été suffisamment poussée, si les mots d'ordre ont été bien choisis, le succès peut être considéré comme certain.

Sans doute, les manifestations organisées par la Fédération de la Seine ont entraîné une masse trop faible d'ouvriers.

Mais le Parti et la Fédération ont, dans ces premiers essais, pris conscience des difficultés et des moyens de les vaincre.

Avec une bonne préparation politique, avec la mise en œuvre des moyens techniques nécessaires pour entraîner de larges masses tenues en haleine, nous pouvons viser, à un moment politique favo-

nable, à entraîner dès maintenant plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers à manifester dans les rues de Paris.

Les manifestations organisées par la Fédération de la Seine ont tout de même eu ce double avantage de redonner confiance au prolétariat parisien et de rapprocher du Parti les meilleurs éléments syndicalistes, qui subissent nécessairement l'attraction d'un parti d'action.

Il faut maintenant utiliser l'expérience acquise pour perfectionner et amplifier nos manifestations de rues.

Le but a été, est et demeure d'entraîner la masse.

Il ne saurait être question ni de blanquisme, ni de dissertations platoniques sur la nécessité des actions de masse.

Il ne peut être question que d'une chose : *Dans les conditions spéciales à Paris, il faut mettre en œuvre les moyens pratiques de réaliser des démonstrations de masses dans la rue.*

Albert TREINT.

# Sur la mort de Vaillant

*Cet article, inédit en France, a été écrit, il y a huit ans, par Léon Trotsky, lors de la mort d'Edouard Vaillant, sous le titre : Une époque s'en va. Nous le publions à l'occasion de l'anniversaire de la disparition du vieux disciple de Blanqui, dont l'aberration finale ne saurait faire oublier les services qu'il rendit au prolétariat et le noble exemple de sa vie. Il n'y a pas un mot à reprendre, huit ans après, à cet article de Trotsky, dont la pensée s'élève toujours si haut pour embrasser de vastes perspectives universelles. C'est un digne complément de l'étude récemment publiée ici sur Jaurès, et que nos lecteurs ont justement admirée. (1)*

Aujourd'hui, on a livré aux flammes le corps de Vaillant.

Une époque tout entière du socialisme européen s'en va. Non pas idéologiquement seulement, mais aussi physiquement, par la disparition de ses représentants les plus éminents. Bebel est mort pendant la Conférence de la paix de Bucarest, entre la guerre des Balkans et la guerre actuelle. Je me souviens du jour où, à la gare de Ploécti, Ghérea, écrivain roumain, originaire de Russie, m'apprit la nouvelle. Elle me sembla tout d'abord incroyable, comme auparavant celle de la mort de Tolstoï ; pour tous ceux qui étaient liés à la vie politique allemande. Bebel en paraissait une partie indivisible. A cette époque lointaine,

le mot de « mort » avait dans la langue humaine une signification tout autre que maintenant. Bebel n'était plus. Qu'allait-il advenir de la social-démocratie allemande ? Je me souvenais de ce que j'avais entendu dire, cinq ans auparavant, par Ledebour sur son parti : 20 % de révolutionnaires déterminés, 30 % d'opportunistes, le reste avec Bebel.

La mort du vieux Liebknecht avait déjà été un premier avertissement à l'ancienne génération, qui allait devoir peut-être quitter la scène avant d'avoir accompli ce qu'elle considérait comme sa mission historique. Mais tant que Bebel était là, une liaison vivante subsistait avec la période héroïque du mouvement, et les traits sans héroïsme des dirigeants de la deuxième fournée ne se manifestaient pas avec un tel relief. Lorsque commença la guerre et que l'on apprit que les socialistes votaient les crédits militaires, on se demanda involontairement : Comment aurait agi Bebel ? « Je ne puis admettre, disait à Zurich P. Axelrod, que Bebel eût laissé la fraction du Reichstag s'abaisser à ce point : il avait derrière lui l'expérience de la guerre de 1870 et les traditions de la première Internationale ; non, jamais ! » Mais Bebel avait disparu, l'histoire l'avait écarté pour laisser librement se manifester les sentiments et l'état d'esprit qui, presque insensiblement mais d'autant plus irrésistiblement, s'étaient accumulés dans la social-démocratie durant les longues années de sa lente croissance organique.

A cette époque, Jaurès également était mort. La nouvelle de son assassinat parvint à Vienne à la veille de mon départ et produisit sur moi une impression non moindre que les premiers grondements de l'orage mondial. Les événements grandioses rendent fatalistes : la personnalité s'efface lorsque de causes lointaines ou directes, profondes ou superficielles, surgit

(1) Amédée Dunois nous signale une erreur de fait reproduite par Trotsky d'après le livre de Rappoport, au sujet du procès Cérault-Richard : l'indigne ami de Jaurès fut non acquitté, mais condamné. Rappoport avait d'ailleurs rectifié lui-même dans la 2<sup>e</sup> édition de son livre. Le fait, au reste, est sans le moindre intérêt. Trotsky ne s'intéresse pas à Cérault-Richard, mais à Jaurès, et combien il a raison ! Mais l'erreur matérielle devait être réparée ; nous remercions Dunois de son renseignement.

la mêlée des peuples armés. Mais la mort de Jaurès qui précéda cette mêlée des masses impersonnelles mettait sur les événements imminents l'empreinte d'un tragique individuel poignant. C'était la variation la plus majestueuse sur le thème ancien, mais qui ne vieillit jamais, de la lutte du héros contre le destin. Cette fois encore, le destin sortait vainqueur. Jaurès était étendu, la tête percée d'une balle. Le socialisme français était décapité et l'on se demandait quelle place il allait occuper dans les événements.

Il semblait que, préparant la dislocation de la II<sup>e</sup> Internationale après 25 années d'existence, l'histoire s'était allégé la tâche en supplantant deux hommes qui symbolisaient le mouvement de toute cette époque : Bebel et Jaurès.

La personnalité de Bebel incarnait l'ascension tenace et continue de la nouvelle classe. Ce vieillard fragile, sec, semblait fait d'une volonté tendue vers un but unique. Dans sa pensée, dans son éloquence et dans ses œuvres écrites, il ne dépensait pas une parcelle d'énergie qui ne menât directement au but. Il était non seulement ennemi de la rhétorique mais étranger à toutes les jouissances esthétiques comme telles. C'est en cela que consistait la beauté supérieure de son pathétique politique. Il personnifiait la classe qui s'instruit pendant ses rares heures de loisirs, apprécie chaque minute et absorbe avidement ce qui lui est strictement nécessaire.

Jaurès, au contraire, était tout envolé ; son monde intérieur se composait de traditions idéologiques, d'imaginations philosophiques et poétiques et avait des traits aristocratiques aussi nettement accusés que les traits plébéiens démocratiques de la physionomie de Bebel. Outre cette différence psychologique entre ces deux types : l'ex-tourneur et l'ancien professeur de philosophie, il existait de plus entre Bebel et Jaurès une différence logique et politique profonde de conceptions. Bebel était matérialiste, Jaurès était un idéaliste éclectique ; Bebel était entièrement acquis aux principes du marxisme, Jaurès était réformiste, ministérialiste, etc. Mais, malgré ces différences, ils reflétaient tous deux en politique, à travers le prisme des cultures politiques allemande et française, une seule et même époque historique. C'était l'époque de la *paix armée*, dans les relations internationales comme dans les relations intérieures.

L'organisation du prolétariat allemand croissait sans relâche, les caisses se remplissaient, le nombre des journaux, des députés, des conseillers municipaux augmentait sans cesse. En même temps, la réaction se maintenait fortement sur toutes ses positions. De là la nécessité d'une collision entre les deux forces opposées de la société allemande. Mais cette collision mit longtemps à venir, et les ressources de l'organisation s'accroissaient automatiquement à tel point qu'une génération entière avait déjà eu le temps de s'accoutumer à cet

état de choses, et quoique tout le monde écrivait, dit ou lût que le conflit décisif était inévitable comme la rencontre de deux trains marchant en sens inverse sur de mêmes rails, on avait cessé intérieurement de sentir cette inévitabilité. Le vieux Bebel se distinguait de beaucoup d'autres précisément en ce que, jusqu'à la fin de ses jours, il était profondément convaincu que les événements allaient fatalement au dénouement prévu, et, au jour de son soixante-dixième anniversaire, il parlait avec une passion concentrée de l'heure prochaine de la révolution socialiste.

En France, il n'y avait ni une telle croissance régulière de l'organisation ouvrière, ni une telle domination ouverte de la réaction. Au contraire, la machine étatique basée sur le parlementarisme bureaucratique paraissait accessible à tous. Lorsque Jaurès repoussait, comme pendant l'affaire Dreyfus, les attaques du cléricisme et du royalisme secret ou avoué, il considérait qu'immédiatement après viendrait la période des réformes. Son antagoniste, Jules Guesde, donnait aux tendances ou aux perspectives marxistes dans la situation de la France un caractère sectaire ; fanatique profond et convaincu, il attendait durant des dizaines d'années le coup libérateur, brûlant intérieurement du feu de sa foi et de son impatience. Jaurès s'était mis sur le terrain de la démocratie et de l'évolution. Il considérait comme sa tâche de débayer la voie des obstacles réactionnaires et de faire du mécanisme parlementaire l'arme des réformes sociales les plus profondes qui devaient refondre, rationaliser et assainir tout l'ordre social. Mais le développement économique de la France s'effectuait avec une lenteur extrême, les rapports sociaux conservaient leur caractère d'antan, les élections succédaient aux élections, modifiant les groupements politiques dans le kaléidoscope parlementaire sans modifier aucunement la corrélation des forces essentielles. De même qu'en Allemagne, toute une génération s'était habituée à voir dans la croissance des organisations une fin en soi, de même en France des hommes politiques de second ordre s'enfonçaient dans le parlementarisme et ne se souvenaient des buts finaux que dans les discours solennels.

Le même processus psychologique s'effectuait dans le domaine des questions de politique internationale. Après la guerre de 1870, on s'attendait naturellement à son renouvellement. Le militarisme croissait sans relâche, mais la guerre reculait de plus en plus dans le lointain. Dans la lutte contre le militarisme intérieur, des deux côtés du Rhin on parlait constamment du danger de guerre : mais, en fin de compte, la majorité avait à peu près cessé d'y croire véritablement. On s'était accoutumé au militarisme comme à la croissance des organisations ouvrières. Quarante-cinq années de paix armée, intérieure et extérieure, avaient progressivement fait oublier à toute une génération l'approche de la catastrophe.

Et c'est précisément lorsque cette œuvre fut terminée que l'histoire déchaîna sur l'humanité l'immense catastrophe qui en présage et en entraîne d'autres.

Chacun à sa façon, Bebel et Jaurès reflétaient leur époque mais, hommes de génie, ils la dépassaient tous deux de toute la tête, ne se fondaient pas en elle et, par suite, auraient été beaucoup moins pris à l'improviste que leurs médiocres collaborateurs. Mais ils ont quitté à temps l'arène pour donner à l'histoire la possibilité de faire l'expérience intégrale de l'action de la catastrophe sur des esprits qui n'y étaient point préparés.

On a enterré aujourd'hui Edouard Vaillant.

C'était le seul représentant encore en vie des traditions du socialisme national français, du blanquisme, qui alliait les méthodes extrêmes d'action, jusques et y compris l'insurrection, au plus extrême patriotisme. En 1870, dans son journal : *La Patrie en danger*, Blanqui ne connaissait d'autre ennemi que le Prussien. Gustave Tridon, son ami, sortit le 3 mars 1871 avec Malet de l'Assemblée Nationale qui avait osé approuver le traité de Francfort et, partant, la cession de l'Alsace-Lorraine aux Allemands. « Je combattrai inlassablement ce traité criminel — écrivait Tridon à ses électeurs — tant qu'il n'aura pas été aboli par la révolution ou par votre patriotisme. » En tout cela aucune contradiction : Vaillant dérivait de Blanqui et Blanqui de Babeuf et de la grande Révolution. Cette filiation épuisait et fermait pour eux le développement de la pensée politique.

Pour Vaillant, quoiqu'il fût un des rares Français connaissant véritablement la langue et la littérature allemandes, la France était restée le pays élu, la nation libératrice qui seule, par son attouchement, éveille les autres peuples à la vie morale. Son socialisme était profondément patriotique de même que son patriotisme était teinté de messianisme. Malgré la lenteur de l'accroissement de sa population et le retard de son développement économique, malgré le conservatisme de sa vie et de son idéologie, la France actuelle lui paraissait encore *le seul* pays du mouvement et du progrès.

Après les épreuves des années 1870-71, Vaillant devint un adversaire acharné de la guerre, contre laquelle, à l'instar de son compagnon d'armes aux derniers Congrès internationaux, l'Anglais Keir-Hardie, mort quelques mois avant lui, il proposait les moyens de lutte les plus extrêmes. Mais lorsque la guerre éclata, toute l'histoire européenne, passée et future, se résuma pour Vaillant dans la question du sort de la France. Comme, pour lui, toutes les conquêtes de la pensée et toutes les victoires de la justice découlaient directement de la grande Révolution qui était et était restée française, il ne pouvait pas ne pas lier en fin de compte ses idées au sang de la *race*. Il s'agis-

sait du salut du peuple élu, et pour cela Vaillant était prêt à mettre en action toutes les forces. Il se mit à écrire des articles dans le ton de *La Patrie en danger* de Blanqui. Il bénit le glaive du militarisme qu'il avait combattu si impitoyablement en temps de paix — à condition que ce glaive, hérité de la grande Révolution, tranchât la monarchie et le militarisme allemands. Vaillant était un « jusqu'au-bou-tiste » acharné. Les éditoriaux qu'il écrivait journalièrement au début de la guerre respiraient un nationalisme si outré ou plutôt un tel chauvinisme que les nationalistes vulgaires, type Renaudel, en étaient quelque peu troublés. Dans la vieille tête du blanquiste de 75 ans se réveillait l'ancienne conception mécanique de la révolution. Sous sa plume, le militarisme allemand n'était pas le produit des conditions sociales de l'Allemagne, mais une superstructure monstrueuse que l'on pouvait renverser de l'extérieur d'un coup du bélier républicain. Vaillant avait définitivement perdu ses illusions sur la « race » allemande. Quand, à Stuttgart, une opposition s'éleva contre le militarisme et la direction officielle du parti, il se mit à expliquer le courage des socialistes wurtembergeois par le mélange du sang gaulois au sang allemand dans les régions du Sud de l'Allemagne...

Renaudel, Compère-Morel, Longuet et les autres parlementaires modérés considéraient avec inquiétude le vieux blanquiste, le Don Quichotte de la mission révolutionnaire de la France qui semblait ne pas remarquer les transformations profondes survenues dans la situation. Quelques mois plus tard, Vaillant était évincé du journal *L'Humanité*, dont la direction passa aux mains de Renaudel, qui avait été le vulgarisateur de Jaurès et avait hérité tous les côtés faibles de son maître général...

J'ai rencontré Vaillant il y a quelque mois au Comité d'Action (institution « militaire » composée par moitié des délégués du parti et des représentants des syndicats). Il n'était plus que l'ombre de lui-même, l'ombre du blanquisme avec les traditions des guerres des sans-culottes, à l'époque du carnage impérialiste mondial. Il a assez vécu pour voir remettre au catholique royaliste Castelnau l'épée de la République destinée à abattre la monarchie des Hohenzollern. C'est à cette étape de la vie politique de la France et de la guerre que le vieux blanquiste est mort.

La France et surtout le socialisme français ont perdu encore un homme éminent. Les médiocrités de l'interrègne vont se paraître à elles-mêmes — et aux autres aussi, hélas ! — encore plus importantes. Mais pas pour longtemps. L'ancienne époque descend de la scène avec ses hommes, la nouvelle en trouvera de nouveaux.

L. TROTSKY.

Paris, 22 décembre 1915.

# A la veille de la Révolution

*Chliapnikov, ouvrier métallurgiste, militant du parti social-démocrate ouvrier (fraction bolcheviste) de longue date, devint commissaire du peuple au Travail après la Révolution d'Octobre. Ce prolétaire autodidacte est un type de révolutionnaire bien caractéristique de l'élite ouvrière russe, qui fit la Révolution et en assura le salut. Il a écrit, en contribution à l'histoire de notre parti russe et de la Révolution, un livre : A la veille de 1917, qui obtint un très grand succès et que l'on considère en Russie comme un des meilleurs parus sur le sujet, sinon le meilleur. Nous allons en publier ici quelques chapitres et, si nos lecteurs le désirent, nous imprimerons le tout. On sait que Chliapnikov fut, dans les dernières années, en désaccord avec la direction du parti et qu'il dirigea avec Medvediev et Koltchak le groupe appelé « Opposition ouvrière ». Blâmé par le XI<sup>e</sup> Congrès, il s'incrimina comme ses camarades et a assumé depuis de nouveaux travaux du parti.*

## I

### Le retour en Russie

Après avoir, six années durant, roulé ma bosse par les ateliers et les usines de France, d'Allemagne et d'Angleterre, en avril 1914, muni d'un passeport au nom du citoyen français Jacob Noé, je traversai heureusement la frontière et arrivai sans encombre à Saint-Petersbourg, la cité que j'aimais entre toutes, alors en pleine effervescence révolutionnaire. La grève organisée en commémoration des fusillades de la Léna venait d'avoir lieu et l'on se préparait à la célébration du Premier Mai.

Je parcourus les quartiers ouvriers, les usines, les fabriques. Toujours les mêmes vieux murs, toujours le même appel grave ou strident des sirènes, évoquant invinciblement les souvenirs de la lutte soutenue par le prolétariat pétersbourgeois durant l'époque héroïque de 1900-1907. Et je me sentis pris d'un tel désir de revenir à mon ancien métier, de me retrouver à nouveau pour ne faire qu'un avec les engrenages, les courroies de transmission, les volants des machines, le ronflement des moteurs, que je résolus de renoncer aux honneurs de la situation de délégué du Comité Central du Parti et de rentrer à l'usine.

Je me rendis au siège du Syndicat des Métaux, qui se trouvait à *Pétersbourgskaja-Storona* (1). J'y fis connaissance avec le secrétaire et quelques membres du bureau, auxquels j'exhibai ma carte de membre du « Syndicat des Ouvriers mécaniciens » de Paris et demandai de vouloir bien me donner des indications et m'aider à trouver du travail. On m'apprit qu'il fallait, pour le moment, deux tourneurs, et on me mit en rapport avec quelques personnes.

J'évitai de fréquenter la rédaction de nos journaux. Ma situation illégale — j'étais étranger dans mon propre pays — m'obligeait à la plus extrême prudence. L'intention que j'avais de vivre et de travailler au cœur même du prolétariat pétersbourgeois m'interdisait de trop me montrer aux endroits particulièrement surveillés par la police secrète.

Désireux de trouver le plus vite possible du travail, je résolus de faire moi-même une tournée dans les ateliers et les usines de la ville. Ma qualité « d'étranger », attestée par mon passeport, me faisait assez bien accueillir des ingénieurs et des contremaîtres, mais m'obligeait à écorcher ma langue maternelle et à recourir fréquemment au dictionnaire russo-français que je portais constamment avec moi.

Une certaine connaissance de l'allemand me permit de trouver de l'ouvrage à *Viborgskaja-Storona* (1), au premier atelier mécanique de l'usine *Novy Lessner*. Le contremaître, un Allemand des provinces baltiques, m'accepta sans difficulté et je fus embauché comme tourneur travaillant à la relève (2).

Les ouvriers m'accueillirent avec une curiosité manifeste où dominait néanmoins la bienveillance. Mais il se trouva que mon compagnon était un ivrogne invétéré qui passait ordinairement à dormir le temps pendant lequel il devait me remplacer, de sorte que je devais travailler pour deux. J'avais pour voisins un tourneur finlandais et un fraiseur russe, ce dernier, type parfait de l'ouvrier de la capitale, dégourdi, connaissant à la perfection son métier et passablement bambocheur.

Les premiers jours, je me tins sur mes gardes, observant et attendant. J'évitais les conversations futiles et me débarrassai des raseurs et des sots en feignant l'incompréhension, l'ignorance de la langue. Mais à toutes les questions sérieuses, je répondais volontiers, et bientôt il se forma autour de ma machine une sorte de club composé des ouvriers les plus conscients de l'atelier. Les camarades me mirent vite au courant de la vie de l'usine et de l'action des différents partis. Je devins leur informateur attiré pour tout ce qui concernait la situation des ouvriers dans les autres pays, ainsi que pour les questions théoriques et pratiques du socialisme et du syndicalisme. L'on me demandait parfois si je ne connaissais pas Lénine, Martov et certains autres émigrés politiques. Il me fallait éluder ces questions épineuses par des réponses vagues comme : « Evidemment ! », « Cela va de soi ! », « Comment voulez-vous que je ne les connaisse pas ? », etc. Les ouvriers pétersbourgeois s'intéressaient vivement à ce que faisaient leurs hommes, et, certes, j'avais une forte envie de leur dire tout ce que je savais là-dessus, mais c'eût été par trop risqué.

Au printemps et pendant l'été de 1914, la lutte de notre Parti contre la liquidation (3) battait son plein. La polémique entre notre *Pravda* et le *Louch* atteignit un tel degré d'acuité que les ouvriers des deux tendances adverses commencèrent à parler de la

(1) Quartier nord-est de Petrograd, sur la rive droite de la Néva. (Note du Tr.)

(2) Il s'agit, non pas de la relève par équipes, mais de la relève individuelle, très pratiquée en Russie. Deux ouvriers se remplaçant à tour de rôle étaient affectés à une machine-outil et employés à un travail pour lequel ils recevaient un salaire déterminé qu'ils se partageaient par moitié. Comme on le voit, ces deux ouvriers étaient étroitement solidaires l'un de l'autre et en réalité n'en faisaient qu'un. (Note du Tr.)

(3) On appelait ainsi le courant opportuniste du Parti social-démocrate qui voulait « liquider » l'intransigeance prolétarienne du Parti. (Note d. l. R.)

(1) Quartier nord-ouest de Saint-Petersbourg, sur la rive droite de la Néva. (N. du Tr.)

nécessité d'instaurer un contrôle sur leurs journaux. Dans un jardin proche de l'usine, on organisa une réunion des militants des usines Lessner et Erikson, à laquelle on discuta, non pas le ton de la controverse, mais l'essence même des divergences de vue, et les partisans de la *Pravda* n'eurent pas grand-peine à démontrer aux ouvriers mencheviks toute l'hypocrisie des gens du *Loutch*, des liquidateurs des traditions révolutionnaires du Parti, qui prenaient le masque de défenseurs de l'« unité du parti ouvrier ».

Le Premier Mai approchait. Contrairement à ce qui se passait en Europe Occidentale, où l'on préconisait, pour ce jour-là, le chômage et la participation aux meetings et aux manifestations organisées ouvertement par les partis, à Pétrograd, on agitait pour que les ouvriers se rassemblent à l'heure habituelle dans les usines et les fabriques et en sortissent tous ensemble afin de donner ainsi à la manifestation un caractère plus organisé et plus significatif.

Le matin du Premier Mai, les prolétaires de *Novy Lessner* vinrent à l'usine à l'heure habituelle, mais au lieu de se mettre au travail, ils se rassemblèrent dans la cour parmi les amas de ferraille. Tout le monde semblait attendre quelque chose. Voilant son visage de sa casquette, un orateur prit la parole et, quelque peu ému, fit un discours sur la signification de cette journée pour les prolétaires du monde entier. J'avais également une forte envie de prendre la parole, de faire part de mes impressions et de mes sentiments à ces milliers d'yeux brillants, mais le « bon sens » m'arrêta à temps. Le discours terminé, une foule de plusieurs centaines de personnes se mit en marche et, lorsqu'elle déboucha sur le quai, déploya le drapeau rouge et, au chant de la *Marseillaise* (1), se dirigea vers les usines voisines. Mais bientôt, elle se heurta à une patrouille de policiers et une bagarre eut lieu. Assaillis par une grêle de pierres, les défenseurs du « trône et de la patrie » s'enfuirent chercher des renforts.

Les rues du quartier ouvrier étaient extraordinairement animées ; les promeneurs, pour la plupart des ouvriers, marchaient l'air sérieux et concentré, sur leurs gardes, prêts à tomber sur l'ennemi s'ils avaient la force pour eux et à s'enfuir si les cosaques attaquaient « en trombe ».

Le lendemain, dans les ateliers, toutes les conversations roulaient sur les manifestations du Premier Mai. Chacun faisait part de ses impressions, donnait des renseignements sur ce qui s'était passé dans les autres quartiers, dans les autres usines et fabriques. Chacun avait quelque chose à dire à son voisin.

Comme durant les années précédentes 1912-1913, à la tête du mouvement marchait le jeune quartier industriel de Viborgskaia-Storona, où se trouvait concentrée une partie considérable de l'industrie mécanique de précision et de la grande industrie de guerre. Cette dernière, depuis trois ou quatre ans, se développait prodigieusement : les usines étaient accablées de commandes, le besoin de main-d'œuvre était grand ; aussi les industriels de Viborgskaia-Storona cherchaient-ils à recruter et à attirer les ouvriers qualifiés par des tarifs relativement élevés. Par suite, les éléments les plus avancés du prolétariat pétersbourgeois étaient concentrés dans les usines de ce quartier, dont la réputation révolutionnaire, solidement établie, était soutenue avec orgueil par l'ensemble des ouvriers.

Comparativement à 1907, année où j'avais travaillé

pour la dernière fois à Saint-Petersbourg, à la « Société Electrique de 1886 », l'état d'esprit des ouvriers offrait des changements considérables. Ce qui frappait particulièrement, c'était l'absence de timidité ; la docilité, la soumission d'autrefois avaient disparu.

Les ouvriers, on le sentait, avaient individuellement considérablement progressé. Néanmoins, l'absence d'un syndicat se faisait sentir. Les règlements intérieurs, non écrits, mais effectivement en vigueur dans les ateliers, étaient extrêmement variés ; ils changeaient non seulement d'une usine à l'autre, mais d'une catégorie d'ouvriers à l'autre, dans une même usine.

Les entrepreneurs excellaient à diviser les ouvriers au moyen d'échelles de salaires établies avec une adresse particulière. Les ouvriers d'un même atelier, d'une même profession, par exemple les tourneurs, gagnaient, à la journée ou à des travaux d'une difficulté et d'une précision à peu près égales, de 2 à 6 roubles par jour. Alors déjà, on pouvait remarquer un phénomène curieux, mais qui devint en temps de guerre la règle générale, et qui consistait en ce que les travaux les plus grossiers, n'exigeant pas, comme la fabrication des projectiles, un apprentissage spécial, donnaient les salaires les plus élevés.

Les ateliers même nouvellement construits, se distinguaient par l'absence de perfectionnements secondaires : grues, wagonnets, monte-charges, etc., destinés à faciliter le transport des matériaux à l'intérieur de l'usine. L'élévation des fardeaux, le montage sur les tours des pièces à usiner s'effectuaient presque partout à force de bras. Une semblable organisation des entreprises exigeait une grande quantité de main-d'œuvre, et toutes les usines de Pétrograd étaient remplies de manœuvres. Les ouvriers sans expérience venus directement du village étaient payés des prix dérisoires. A Pétrograd, le salaire des manœuvres variait de 10 à 13 copeks l'heure. Le bon marché de la main-d'œuvre influait sur l'outillage technique. Les entrepreneurs n'avaient pas intérêt à introduire des perfectionnements secondaires dans leurs usines du moment que le travail au chant de la *Doubnouchka* (1) leur revenait à meilleur marché.

Le rendement du travail était relativement peu élevé, quoique, pris individuellement, les ouvriers fussent parfois, dans leur métier, plus habiles que leurs camarades de l'étranger ; mais l'état arriéré de la technique et de l'organisation étouffaient leurs qualités individuelles. Les instruments étaient peu nombreux et l'administration ne se souciait nullement de nouvelles installations et de méthodes perfectionnées de travail.

Dans les usines, florissait le système des amendes, infligées automatiquement à chaque retard, manquement au travail, dérogation au règlement, etc. Les avances, les tracasseries mesquines, les diminutions de tarif, les vexations quotidiennes, comme l'obligation de n'ouvrir sa boîte à outils que juste au coup de sifflet, étaient supportées jusqu'à une certaine limite, mais un beau jour la coupe débordait et l'indignation se manifestait sous une forme violente : on se saisissait du contremaître ou de l'ingénieur et on le roulait sur une brouette. L'expérience de la lutte journalière, tenace, acharnée, faisait à peu près défaut ; trop faibles encore et vivant sous la menace continue d'être fermés, les syndicats ne pouvaient éduquer et discipliner la lutte corporative des masses ouvrières.

Mes compagnons de travail manifestaient un grand intérêt pour la vie de leurs camarades métallurgistes des autres pays. Dans le feu de mes récits, il m'arrivait fréquemment d'oublier mon origine « étran-

(1) En Russie, la *Marseillaise* est toujours considérée comme un chant révolutionnaire et l'air français accompagnant des paroles russes qui n'ont rien de patriotique. (N. d. l. R.)

(1) Chanson populaire, de rythme très lent. (N. d. l. R.)

gère » et d'ornez mon langage d'expressions purement locales. Mes camarades étaient stupéfaits de mes extraordinaires capacités linguistiques, mais je leur expliquais mes rapides progrès par la pratique du russe que j'avais eue soi-disant à Paris avant mon arrivée à Pétersbourg. Et l'on me croyait.

J'eus bientôt acquis l'adresse nécessaire à mon travail, ce dont se réjouit particulièrement mon compagnon, qui ne venait plus alors à l'atelier que pour dormir. J'étais heureux les jours où il faisait, ne fût-ce que le tiers de notre tâche commune. Mais il en prenait de plus en plus à son aise, et il me fallait fournir un effort excessif et peiner pour deux, car, ayant un livret commun, nous partagions à égalité notre salaire. Les ouvriers sérieux ne tardèrent pas à remarquer cette exploitation éhontée de l'« étranger » et demandèrent au sous-chef de congédier mon compagnon. La chose fut faite, et on me laissa seul au tour, ce qui alléga considérablement mon travail.

## II

### Au banquet en l'honneur de Vandervelde

Un soir du mois de juin, les camarades bolcheviks de *Viborgskaia-Storona* envoyèrent un courrier au « Français » pour l'inviter à assister à un banquet solennel donné par les fractions bolcheviste et mencheviste de la Douma en l'honneur de Vandervelde, récemment arrivé en Russie. Le banquet avait été organisé à demi légalement dans le restaurant Palkine, où l'on me fit entrer par l'escalier de service. Dans la petite pièce où l'on m'introduisit, il y avait assez de monde. Parmi les bolcheviks, très peu nombreux, se trouvaient Pétrovsky et Badaïev. Les mencheviks étaient représentés par Dan, Tchkhéidzé, Potressov et les autres coryphées du *Louitch*. Après les hors-d'œuvre, commencèrent les toasts. Pétrovsky prit la parole au nom de notre fraction, Tchkhéidzé et Dan au nom des mencheviks. Dans leurs discours, les liquidateurs laissèrent percer une feinte tristesse au sujet de la division qui affaiblissait la classe ouvrière. J'avais traduit Pétrovsky, mais, après Tchkhéidzé et Dan, nos députés ne chargèrent de prendre la parole pour répondre aux lamentations des mencheviks sur la scission. Avec des faits à l'appui, je démontrai que, dans sa lutte, le prolétariat pétersbourgeois était uni. « Dans sa lutte quotidienne, dis-je en substance, la classe ouvrière, malgré les intrigues de la minorité, — qui ne peut paraître une majorité qu'aux banquets —, marche sous le drapeau du Comité pétersbourgeois de notre Parti. Même à la lumière d'une étude superficielle, — la seule qu'il vous ait été possible de faire, camarade Vandervelde, qui ne pouvez aller à nos usines, voir nos grèves et nos assemblées de masses —, l'expérience de la lutte ouvrière à Saint-Pétersbourg montre que nous avons pour nous la majorité, puisque vous êtes partisan de l'unité des organisations ouvrières, dites à la minorité, dites aux intellectuels ici présents de se soumettre à la majorité. Prenez n'importe quelle forme du mouvement ouvrier : les syndicats sont pour nous, l'assurance est notre œuvre ; en un mot, partout nous avons la majorité. L'unité chez nous est chose facilement réalisable : il n'y a qu'à obliger la minorité à se soumettre à la volonté de la majorité. Déclarez ceci ici, au nom du Bureau Socialiste International, dont vous êtes le président, obligez ceux qui se lamentent sur la perte de l'unité à se conformer à votre proposition, et alors nous ne repousserons personne d'entre eux de nos organisations et nous n'aurons pas de scission. »

Mon discours, prononcé en français, mit l'émotion dans le groupe des mencheviks. Malgré la présence de l'illustre étranger, ils m'interrompirent à plu-

sieurs reprises, et je ne pus terminer que grâce à l'intervention de Vandervelde lui-même, qui écoutait et observait tous les assistants avec la plus extrême attention. Quand j'eus fini, il sentit qu'il fallait répondre aux questions que j'avais posées si carrément. Et dans les discours qu'il fit sur l'union, la tolérance et autres choses analogues, il déclara que la minorité devait se soumettre à la majorité.

On se sépara lorsque la nuit blanche fit place à l'aube laiteuse. Le matin, à l'heure habituelle, j'étais à l'atelier ; mais je ne parlai à personne de ma promenade nocturne et du banquet en l'honneur de Vandervelde. Seul, un petit groupe de camarades organisés militant dans le Parti en eut connaissance.

Le travail politique dans les entreprises industrielles était effectué par des ouvriers appartenant aux trois partis russes : social-démocrate bolchevik, social-démocrate menchevik et socialiste-révolutionnaire. Les plus actifs étaient les bolcheviks. Aux meetings organisés dans les ateliers, c'étaient les ouvriers bolcheviks qui prenaient la parole. En ces occasions, il nous fallait user de ruse : les ouvriers capables de discuter sur des sujets politiques étaient répartis par quartier de telle façon que chacun d'eux prenait la parole dans une usine autre que celle où il était employé ; de la sorte, on parvenait à cacher le nom de l'agitateur aux innombrables agents de la police secrète.

Pendant les années d'avant-guerre, les intellectuels faisaient presque complètement défaut dans le Parti. Leur défection, qui avait commencé en 1906-1907, avait eu pour résultat de laisser tout le travail dans le Parti et les syndicats à la charge des seuls ouvriers. Les intellectuels étaient si peu nombreux qu'il y en avait à peine assez pour notre fraction de la Douma et l'édition de notre quotidien. Ils avaient été remplacés par des prolétaires cultivés, des ouvriers véritables, intellectuellement très développés et restés en liaison étroite avec les masses. Nos ouvriers « assureurs », comme G. Ossinov, G. Chkanine, N. Iline et Dmitriev, produisaient la meilleure impression ; il en était de même des militants syndicaux, qui comptaient parmi eux des hommes de valeur comme les métallurgistes Kissélev, Mourkine, Schmidt et autres.

Travaillant à l'atelier, fréquentant assidûment les camarades du Parti, je rencontrais fréquemment des ouvriers remarquables à tous les points de vue, supérieurs par le développement à beaucoup d'ouvriers européens que j'avais vus et connus pendant mon séjour à l'étranger. La lutte pénible qu'il fallait mener en Russie, la déportation et la prison qui faisaient périr des milliers d'hommes formaient les personnalités vigoureuses incomparablement mieux que la lutte « pacifique » d'Occident. Dans les ateliers, on faisait fréquemment des collectes de solidarité au profit des prisonniers, des déportés et des forcats, ainsi que de leurs familles.

La propagande s'effectuait dans les usines individuellement. Il y avait aussi des cercles, mais ils ne groupaient que les militants les plus avancés. Les assemblées légales avaient lieu lorsqu'il s'agissait de discuter les questions relatives aux caisses d'assurances grévistes atteignant 300.000 : partout, s'organisaient. Les camarades savaient fort bien les utiliser pour leur propagande et, fidèles à leur ligne politique, arboraient le mot d'ordre de « l'assurance ouvrière intégrale ». Quant aux assemblées-meetings illégales, elles étaient, durant l'été que je passai à Pétrograd, assez fréquentes dans les usines. Ordinairement, elles se faisaient d'une façon inattendue, mais organisée, pendant la pause du dîner ou celle du soir, dans la cour ou à l'intérieur des bâtiments, dans les escaliers. Quelques militants se plaçaient

devant les portes, obstruant ainsi le passage, et tout l'auditoire se massait vers la sortie. C'est là que l'agitateur prenait la parole. Immédiatement, l'administration téléphonait alors à la police, mais à l'arrivée de cette dernière, les discours étaient déjà terminés et la résolution nécessaire prise. Pourtant, il se produisait fréquemment des collisions : les agents dégainaient ; les ouvriers ripostaient à coups de pavés et d'écrans.

Les assemblées de masses avaient lieu dans les environs de Pétrograd. Les ouvriers du quartier Viborg se réunissaient principalement à Ozerki, Chouvalovo, Grajdanka. Les veilles et les jours de fêtes amenaient dans ces localités un grand nombre de citadins, qui allaient se reposer à la campagne. Aussi, les ouvriers pouvaient-ils s'y rendre pour organiser leurs meetings sans trop se faire remarquer.

Au printemps de l'année 1914, l'atmosphère dans les quartiers ouvriers était extrêmement tendue. Tous les conflits, grands et petits, quelle que fût leur origine, provoquaient des grèves de protestations, l'absence au travail avant l'heure fixée, etc... Les meetings politiques, les bagarres avec la police étaient des faits journaliers. Les ouvriers avaient commencé à faire connaissance et à nouer des relations avec les soldats des casernes avoisinantes. La propagande révolutionnaire était menée également dans les camps. Dans cette propagande, les ouvrières, particulièrement celles de l'industrie textile, jouèrent un rôle des plus actifs. Il arrivait fréquemment que, parmi les soldats, elles eussent des connaissances originaires du même village, mais la plupart du temps on se liait pour des « raisons de sentiment », et ainsi, entre l'usine et la caserne, s'établissaient des rapports fraternels qui rendaient absolument impossible, le cas échéant, l'action de la troupe contre les ouvriers.

Mon action, bornée à l'usine Lessner, avait cessé de me satisfaire, et je résolus de passer dans une autre usine quelconque. J'y réussis très simplement. Dès les premiers jours de mon arrivée, j'avais incité les ouvriers à lutter contre l'arbitraire de l'administration dans la fixation des salaires et du paiement du travail aux pièces. J'avais donné personnellement l'exemple en bataillant pour l'augmentation des tarifs. L'inégalité de rétribution des ouvriers accomplissant des travaux identiques me révoltait profondément. Ainsi, lorsque nous travaillions encore ensemble, nous nous faisions, mon compagnon ivrogne et moi, en moyenne chacun quatre roubles par jour, tandis que notre voisin, le Finlandais, tourneur lui aussi, n'arrivait, malgré tous ses efforts, qu'à 2 roubles 50 copecks. Ce n'était pas là un cas isolé : dans toute l'usine, les salaires variaient considérablement. Quoique essentiellement révolutionnaires, les métallurgistes de Pétrograd n'avaient que très peu le sentiment de la solidarité professionnelle. Cela provenait en partie de ce qu'ils étaient surtout habitués à la lutte collective et que, pour obtenir l'égalisation des salaires, des ouvriers de même profession, il fallait faire preuve de fermeté, de ténacité personnelle et savoir au besoin défendre soi-même ses intérêts sans l'aide des autres.

Personnellement, je déclarai au sous-chef que je voulais être payé 5 roubles pour ma journée de dix heures, même si, par sa qualité (il y avait parfois de la mauvaise fonte) ou par sa quantité, le travail aux pièces que j'avais exécuté ne me donnait pas droit, d'après les règlements, à ce salaire. Selon sa coutume le sous-chef me répondit par un consentement vague qui équivalait à une demi-promesse, et, le jour de la navi arrivés, fixa mon salaire à 48 copecks l'heure, c'est-à-dire à 20 copecks de moins par jour qu'il n'avait été convenu. Je demandai alors immé-

diatement mon compte, et, le 17 juin, je quittai l'atelier.

Les camarades de l'usine Lessner, particulièrement ceux du premier atelier mécanique, me virent partir avec un grand chagrin. Mais ils comprirent que, comme « étranger », j'étais curieux de parcourir le plus d'usines possibles et de connaître à fond le prolétariat pétersbourgeois.

Après mon séjour à l'usine Lessner, il m'était beaucoup plus facile de trouver de l'ouvrage. Je ne portais plus mon dictionnaire avec moi, et je m'adressais directement aux camarades qui me présentaient aux contremaîtres. Quelques jours après ma sortie de chez Lessner, j'avais déjà le choix entre deux places : une à l'usine de projectiles Parviainen, et l'autre chez Erickson. Je me décidai pour la dernière, et le 20 juin, je repris le travail. Avant d'être admis, il fallait passer la visite du docteur. Ce dernier, qui était affecté à la caisse d'assurance en cas de maladie, n'acceptait que les hommes vigoureux et bien portants. Quant aux ouvriers épuisés par un long chômage ou par une exploitation renforcée dans leur travail précédent, il les éconduisait impitoyablement en leur recommandant cyniquement la suralimentation, un repos prolongé, etc., toutes choses qui sonnaient comme une dérision à l'adresse de ces malheureux à la recherche du pain quotidien. L'examen médical lui-même était fait avec une négligence extrême : le docteur et l'infirmier ne se lavaient pas les mains et ne désinfectaient pas leurs instruments après chaque expertise.

Ma santé fut trouvée bonne, et l'on m'admit à la première section de tourneurs, connue dans l'usine sous le nom de « Troisième étage », où l'on donnait à exécuter un travail d'une extrême précision et où, lorsque vous l'aviez terminé et après les discussions inévitables du début, on vous mettait dans la « catégorie » des ouvriers à 23 copecks l'heure. Mais, dès mon entrée, j'avais déclaré au contremaître et à mes voisins que je ne travaillerais pas à moins de 5 roubles par jour, quelle que fût la catégorie à laquelle on m'affectait. A l'atelier, il existait, pour le travail aux pièces, la règle du « salaire des catégories doubles », tolérée par l'administration. Pour mon premier travail d'essai aux pièces, je gagnai 4 roubles 60, mais j'exigeai du contremaître qu'il augmentât le paiement des pièces de façon que mon salaire atteignît 5 roubles par jour, sinon je ne consentais pas à rester. Le contremaître céda et ce fut pour moi un précédent sur lequel je m'appuyai dans la suite.

Dans l'atelier de tournage, comme dans toute l'usine, nombreux étaient les ouvriers politiquement très développés. A notre étage, nous avions la fine fleur des mencheviks. Tous très bien notés, en excellents rapports avec l'administration ; ils étaient affectés à la catégorie la plus élevée, ce qui leur permettait de gagner presque le double de leurs camarades. Et, malgré la supériorité de son développement politique, cet atelier, au point de vue de l'organisation intérieure et de la solidarité professionnelle, ne se distinguait en rien des autres. C'était la même formidable différence dans les salaires, déterminés par la catégorie à laquelle vous affectait arbitrairement le contremaître et variant de 16 copecks l'heure pour les « nouveaux » à 35 copecks pour les « anciens », qui avaient en outre la possibilité de doubler leur gain dans le travail aux pièces. Personnellement, je menai campagne pour l'égalisation de la rétribution des ouvriers de même profession ou exécutant le même travail aux pièces. J'eus pour moi tous ceux qui recevaient des salaires inférieurs et contre moi, évidemment, tous les privilégiés. Des questions étroitement professionnelles, la discussion passa sur le terrain

politique. Les mencheviks, qui étaient les maîtres de la situation dans l'atelier, résolurent de « livrer bataille » au Français bolchevik. La violente discussion, entremêlée d'injures, qui s'ensuivit, attira autour de ma machine une foule d'ouvriers. Et seuls des événements d'une importance exceptionnelle, qui survinrent à ce moment-là, firent cesser temporairement nos querelles et nous groupèrent tous contre l'ennemi commun.

## III

## Les journées de juillet

Le 4 juillet, le bruit se répandit par la ville qu'à l'usine Poutilov, la police avait attaqué les ouvriers, sur lesquels elle s'était ruée avec une sauvagerie inouïe et dont plusieurs avaient été tués. Grande était l'indignation, et il était clair que la surexcitation des passions allait amener une collision sanglante. Ce jour-là, en forme de protestation, quelques entreprises cessèrent le travail avant l'heure réglementaire.

Le matin du 5, nous arrivâmes à l'atelier comme d'habitude, mais bientôt nous apprîmes que, l'une après l'autre, les grandes usines de la ville se mettaient en grève. *Novy Lessner* avait interrompu le travail, nos voisins de la manufacture de textile, située sur le quai de la Nevka (1), avaient fait de même et exigeaient que nous nous joignons à eux. Dans la cour de l'usine, il se forma un meeting ; la police arriva, ferma les issues et chargea les ouvriers, mais ceux-ci enfoncèrent le cordon établi par les agents devant le portail et se répandirent dans la rue. De tous côtés, sur la perspective Samsonievski affluaient, de plus en plus nombreux, des groupes d'ouvriers qui bientôt se fondirent en une masse compacte d'une dizaine de milliers de manifestants. On entonna des chants révolutionnaires, on arbora des rubans et des mouchoirs rouges. Refoulée, la police alla se réfugier dans son corps de garde. Des orateurs prirent la parole et exhortèrent à la lutte armée pour le renversement du tsarisme. La circulation des tramways dans *Viborgskaïa-Storona* fut interrompue et, pendant plus d'une heure, les ouvriers défilèrent dans les rues en chantant des chants révolutionnaires. Mais pour renforcer la police, on avait envoyé des cosaques qui, avec des hurlements sauvages, le fusil chargé au bras, foncèrent soudain sur les manifestants, distribuant à droite et à gauche des coups de nagaïka et tirant dans les fenêtres ouvertes des logements ouvriers. Les ouvriers se dispersèrent dans tout le quartier, dans les potagers et les jardins et, de leurs refuges, firent pleuvoir sur la police et les cosaques une grêle de pierres.

Quoique étranger, je me sauvai, comme tous les Russes, pour échapper aux nagaïkas des cosaques et me cachai dans les boutiques et les cours, où, néanmoins, la police s'enhardit à faire la chasse aux manifestants, pénétrant elle-même de force dans les logements privés. Il fallut plusieurs heures de charges de cavalerie pour « rétablir l'ordre », mais il fut impossible de rétablir le calme. Dès le crépuscule, la police et les cosaques n'osèrent plus s'aventurer dans les quartiers ouvriers, où des chants révolutionnaires se firent entendre jusqu'à une heure avancée de la nuit.

L'action était dirigée par les moyens de notre Parti. C'était précisément le moment de la visite du président de la bourgeoisie française, Poincaré ; aussi, les troubles survenus dans la capitale contrariaient-ils fortement les autorités et risquaient-ils de gêner la brillante réception organisée en l'honneur du repré-

sentant de la nation alliée. Le jour de l'arrivée de Poincaré à Saint-Petersbourg, on avait mobilisé tous les *dvorniks* (1), qui devaient faire la haie sur son passage et figurer le « peuple russe ». On avait également mis sur pied la police et les cosaques, et les ponts reliant les extrémités de la ville au centre étaient gardés par des patrouilles qui devaient barrer la voie aux manifestants.

La grève de protestation contre les violences exercées sur les ouvriers et les arrestations de ces derniers s'étendit des quartiers de Narva et de Viborg à ceux de Vassilievski Ostrov, de Kolomna, de Nevskaïa Zastava et engloba bientôt tout la ville. Les journaux en répandirent la nouvelle dans toute la Russie, et l'on s'attendait à ce que la province répondît à l'appel des ouvriers pétersbourgeois. Du 6 au 12 juillet, la grève eut un caractère presque général ; le nombre des grévistes atteignit 300.000 ; partout s'organisaient des meetings, des démonstrations, par endroits même, on élevait des barricades. Les ouvriers cherchaient des armes, achetaient des revolvers, des couteaux, pour pouvoir se défendre contre les charges de la police et des cosaques, dont les détachements circulaient par toute la ville et surtout dans les quartiers excentriques. On commença à procéder à des arrestations en masse dans les maisons et dans les rues. Les journaux ouvriers furent fermés, leurs collaborateurs arrêtés. Aux bureaux de notre *Pravda*, se rassemblaient ordinairement les ouvriers avancés, qui y apportaient et en recevaient des nouvelles et des renseignements. Les membres du Comité de Pétersbourg y venaient aussi fréquemment. La police fit une perquisition inopinée, organisa une souricière et mit la main sur la plupart des militants du Parti. Ces arrestations privèrent le prolétariat pétersbourgeois de ses principaux dirigeants, mais n'arrêtèrent pas le mouvement. Chaque jour, les ouvriers venaient à l'heure habituelle aux usines et aux fabriques et organisaient des meetings et manifestations dans les rues. Le mouvement avait un caractère particulièrement combatif dans le quartier de Viborg. Le matin de l'arrivée des Français à Saint-Petersbourg, presque tous les ouvriers de ce quartier se réunirent sur la grande perspective Samsonievski et occupèrent toute la largeur de la rue, de l'usine *Novy Lessner* jusqu'au commissariat de police. Le soleil souriait gaiement à l'immense foule de vingt mille hommes composée d'ouvriers, d'ouvrières et d'enfants de tous âges. Nulle part, on ne voyait de police ni de cosaques. Des orateurs prenaient la parole et exhortaient à manifester devant les Français. « Déclarons leur — disait un ouvrier — que chez nous les affaires ne vont pas bien et que nous n'avons pas le temps de recevoir les visiteurs. » On entonna la *Varsovienne*, et, en rangs serrés, on se dirigea vers le centre de la ville. Mais tout à coup, derrière la colonne, retentit le cri : « Les cosaques ! » Nous nous retournâmes : un détachement de cosaques arrivait à toute vitesse de la fabrique Landrin. Ce fut un sauve-qui-peut général. Les cosaques, ivres, pénétraient dans les ruelles et les cours, et y assommaient les manifestants. Les flics sortirent également de leur embuscade. Plusieurs heures après cette agression, le pavé et les trottoirs portaient encore des traces de sang. C'est ainsi que les choses se passèrent à *Viborgskaïa-Storona*, mais il en fut à peu près de même dans le rayon de Kolomna, où l'on rossa les ouvriers du port et ceux de l'usine franco-russe.

Les collisions de *Viborgskaïa-Storona* eurent lieu toute la journée, non seulement sur la terre ferme, mais aussi sur l'eau. De jeunes ouvriers s'installèrent

(1) Petit bras de la Néva. (N. d. L. R.)

(1) C'est-à-dire les portiers ou concierges qui étaient tous des indicateurs policiers. (N. d. L. R.)

dans les barges ancrées sur la Nevka et y chantèrent des chants révolutionnaires. La police voulut rétablir l'ordre, mais, à la grande joie des spectateurs, elle ne put pénétrer dans les barges, car les ouvriers avaient démonté les passerelles et repoussaient les agents avec des perches. Ces derniers, d'ailleurs, n'étaient pas très sûrs d'eux-mêmes, car l'affaire concernait plutôt la police « fluviale ».

Je profitai de ma qualité d'« étranger » pour parcourir la ville, particulièrement les quartiers ouvriers. Partout, on sentait une surexcitation extraordinaire, un sentiment profond de l'importance des événements, qui rappelaient ceux de l'année 1905.

A l'*Iborgskaia-Storona*, les ouvriers décidèrent d'organiser la défense de leur quartier contre les charges des cosaques. Avec des bèches, des scies, des marteaux, des haches et divers autres instruments, on se mit à renverser les poteaux télégraphiques et à élever des barrages de fils de fer barbelés. Depuis la clinique Villiers jusqu'à l'usine Aivaz, les poteaux furent sciés et les fils téléphoniques enlevés. Tous ces travaux furent effectués par la population elle-même, sous la direction de métallurgistes moscovites qui avaient pris part ou avaient assisté à l'insurrection de décembre 1905 à Moscou.

A la tombée de la nuit, les ouvriers, par groupes de plusieurs centaines, se dirigèrent vers les barrages de fil de fer. Près de la fabrique Landrin, ils arrêtaient des rouliers, dételèrent les chevaux qu'ils renversèrent en travers de la voie et relièrent par des fils de fer, construisirent une forte barricade. Rares étaient ceux qui avaient des revolvers ; la plupart n'avaient pour arme que leur enthousiasme.

Dans la soirée, un grand nombre de manifestants se rassemblèrent autour de la clinique Villiers, où deux énormes poteaux constituaient la base de la barricade ; par devant, et dans les ruelles avoisinantes, des barrages de fils de fer entravaient le mouvement de la cavalerie cosaque et des forces policières. Les boutiques, les brasseries, les gargotes étaient fermées. A tous les portails des cours, les dvorniks étaient de service ; ils avaient reçu l'ordre de ne laisser entrer dans les maisons aucun étranger et de surveiller leurs locataires.

La collision qui eut lieu vers la clinique Villiers eut un caractère de combat organisé. Presque sans armes, mais couverts par la barricade et les barrages de fils de fer, derrière lesquels ils s'étaient retranchés, les ouvriers faisaient pleuvoir sur la police et les cosaques les pierres que les enfants arrachaient du pavé et leur apportaient dans leur tablier. Ce n'est qu'après une fusillade intense que la troupe réussit à s'emparer de la barricade et à déblayer la place.

Tard dans la nuit, revenant de ma tournée habituelle par les quartiers ouvriers, j'arrivai sur la place Villiers quelques heures après la bataille. Dans toutes les rues avoisinantes, régnait un silence sinistre. On ne voyait âme qui vive. La place était jonchée de pierres, de réverbères cassés, de débris de fil de fer, et, en travers de la voie, il y avait deux grands poteaux télégraphiques encore attachés avec des fils de fer. Les murs des édifices portaient des traces de coups de feu. Le bruit de mes pas résonnait fortement sur les dalles ; tout à coup, j'entendis un cri lointain : « Arrête, ne bouge pas ! » Je m'arrêtai et j'attendis. Bientôt, je distinguai deux formes blanches qui venaient à ma rencontre, leurs revolvers braqués sur moi. « Est-ce que je ne puis pas passer ici ? » dis-je en français. Entendant parler une langue étrangère, les agents abaissèrent leurs armes. « Quel danger y a-t-il ? » répétais-je en français. Les agents déclarèrent enfin qu'ils ne comprenaient pas. Alors, écorchant légèrement le russe, j'expliquai que

j'étais Français et que je rentrais chez moi. « Français ! — s'écrièrent joyeusement les agents — vous venez d'arriver ? » Et immédiatement deux fortes mains s'abattirent amicalement sur mon épaule. Je dis que j'étais déjà en Russie depuis longtemps, et que je voulais regagner mon domicile. « Est-ce que c'est dangereux par ici ? » demandai-je, sans chercher à prolonger la fraternisation. Les agents retirèrent leurs mains et, me montrant leurs revolvers, déclarèrent : « Voilà, c'est avec ça que nous avons passé. » Je résolus d'essayer de passer sans « ça », et m'enfonçai dans les ténèbres du quartier ouvrier.

A peine avais-je fait une centaine de mètres que j'entendis un nouveau cri : « Arrête, n'avance pas ou nous tirons ». Et immédiatement, j'entendis résonner sur le pavé les sabots des chevaux et, de la ruelle qui contournait l'asile pour les mutilés de guerre, déboucha, me barrant le passage, un escadron entier de cosaques commandé par deux officiers. Je criai en français : « Attendez de tirer ! Je m'approche ». (1) Les deux officiers mirent pied à terre et vinrent à moi. Je leur demandai s'ils parlaient français ; ils me répondirent que non. De nouveau, en écorchant quelque peu le russe, j'expliquai que je rentrais chez moi, mais que je ne pouvais arriver à mon domicile, car je me heurtais constamment à des agents ivres armés. Les officiers m'assurèrent que les agents n'étaient pas ivres mais fatigués, car la réception des hôtes et les désordres dans la ville les avaient harassés. On fut très aimable à mon égard, mais tous les autres passants étaient fouillés et interrogés.

On entendait au loin, sur la grande perspective Samsonievski, plongée dans l'obscurité, le son de l'accordéon, des chants révolutionnaires et des coups de feu. Dans les quartiers ouvriers, régnait une animation sans égale ; on se préparait à la lutte, et c'est ce que sentaient bien les cosaques. Ils se recommandaient les uns aux autres de ne pas s'approcher de la palissade de la raffinerie ; ils avaient peur du moindre bruit venant du jardin.

Les officiers cherchèrent par tous les moyens à me dissuader de continuer ma route par cette « obscurité dangereuse », où je risquais à chaque instant d'attraper un coup de fusil. Ils me proposèrent de rester avec eux ; ils se disposaient à rentrer en ville, où ils me promirent de me donner une chambre pour la nuit, après quoi, le matin, je pourrais rentrer tranquillement chez moi. Je les remerciai de leur amabilité, mais jugeai inutile de déranger des gens si occupés, d'autant plus que mon logement, dans la ruelle Samsonievski, n'était pas loin. Enfin, l'un d'eux proposa à l'autre de m'accompagner chez moi avec tout l'escadron. Je le remerciai, mais au fond de l'âme il m'était extrêmement désagréable de rentrer chez moi sous une escorte de cosaques. Heureusement, le second officier ne fut pas de l'avis du premier ; il jugea inutile de m'accompagner dans cette « obscurité dangereuse », prêta l'oreille aux bruits lointains qui parvenaient jusqu'à nous et cria à l'escadron : « Garde à vous !... » Il était clair qu'ils avaient peur et je fus heureux de pouvoir rentrer seul. A ce moment, passa une jeune fille. On l'arrêta, mais on ne la fouilla pas. On lui demanda si la ruelle Samsonievski était loin et si elle la connaissait. La jeune fille répondit que oui et les officiers lui proposèrent alors de m'accompagner. Nous nous enfonçâmes dans l'obscurité, et les cosaques quittèrent le quartier.

A. CHLIAPNIKOV.

(A suivre.)

(1) En français dans le texte. (N. du Tr.)

# Les intellectuels et la Révolution

## (Rapport de Zinoviev au Congrès des Travailleurs de la Science)

Mon rapport est intitulé : « Les Intellectuels et la Révolution ». Mais il va de soi que c'est des intellectuels russes et de la Révolution d'Octobre seulement que j'ai l'intention de parler. Tout d'abord, un bref retour sur le passé.

Durant un certain temps, les intellectuels se sont tenus à l'écart de notre révolution. L'époque où le mot « intellectuel » était synonyme de « révolutionnaire » est passée, hélas ! depuis longtemps. C'est précisément parmi les intellectuels que la Révolution d'Octobre s'est heurtée au début à la plus forte résistance. Avec sa concision et sa netteté habituelle, Lénine a, en 1918, défini ainsi cette résistance :

« C'était un sabotage organisé par les représentants les plus qualifiés de l'ancienne culture bourgeoise, sabotage qui a montré mieux que notre agitation, nos discours et nos innombrables brochures, que ces gens considèrent la science comme leur monopole, qu'ils en font un instrument de leur domination sur « les couches inférieures » de la population ; ils ont profité de leurs connaissances pour entraver la construction socialiste et ont marché ouvertement contre les masses laborieuses. »

Ces paroles sont dures, et si je les rappelle à cette séance solennelle, c'est que j'estime qu'il vaut mieux pour nous nous expliquer franchement. On ne saurait rayer de l'histoire de la Révolution russe le fait que nos intellectuels les plus éclairés ont cherché, au début, à exploiter contre elle le monopole de la science.

Au fort même de la lutte qu'ils soutenaient pour leur existence, notre Parti et le gouvernement soviétique ont tout fait pour liquider le plus pacifiquement possible ce sabotage, qui eût naturellement provoqué dans les milieux ouvriers une hostilité générale contre les intellectuels, si nous n'avions fait preuve du maximum d'impartialité et employé toute notre influence sur le prolétariat et la paysannerie pour empêcher la formation de cet état d'esprit.

Aux moments les plus pénibles, au début de la Révolution d'Octobre, nous avons appris aux ouvriers à vénérer la science, à honorer les anciens révolutionnaires, y compris les intellectuels. Nous n'avons pas renié l'héritage de la *Narodnaïa Volia*. Nous avons appris à des millions d'ouvriers et de soldats à révéler la mémoire de combattants comme Jéliabov ou Pérovskaja, d'écrivains et hommes politiques comme Tchernychevsky, Herzen, Biélinvsky, Dobrolioubov, mais aussi à s'incliner devant des intellectuels comme Volkonsky et Radistchev, qui, quoique appartenant à la bourgeoisie, ont rendu des services éminents à notre peuple.

Emportés par le torrent de la révolution, nous n'oublions pas néanmoins que notre fondement était dans les générations antérieures de révolutionnaires, que, après l'ardeur, la passion des premiers combats, il nous faudrait entreprendre le relèvement culturel de notre pays. Nous savions qu'il ne suffisait pas de vaincre dans les premières batailles, qu'il fallait créer une situa-

tion qui nous permit de remplir le programme de la révolution, dont l'un des points essentiels consistait dans le relèvement de la culture, la suppression de l'analphabétisme, la formation d'un pays éclairé où le pouvoir appartiendrait réellement aux travailleurs.

Dans l'Etat bourgeois, les intellectuels, groupe social, sont un des attributs nécessaires de la domination de la bourgeoisie. De même que le Capital ne peut gouverner sans le Parlement, sans la presse et, jusqu'à un certain point, sans l'Eglise, de même il ne peut exercer sa domination sans tenir en mains les intellectuels. Certes, la bourgeoisie se maintient par la violence, par la force des baïonnettes, mais elle doit avoir en outre, à sa disposition, des moyens perfectionnés de dictature comme le Parlement, la presse, l'école, la littérature, etc. Or, elle ne peut les avoir que si elle tient en mains les intellectuels. Certes, tous les intellectuels ne se mettent pas consciemment au service du régime bourgeois. Néanmoins, leur dépendance, extrêmement complexe à l'égard de la bourgeoisie dans la vie politique et sociale est un fait indéniable.

En Russie, l'autocratie tsariste, beaucoup moins experte que la bourgeoisie des pays démocratiques, ne put mettre la main sur les intellectuels. En 1905, de riches ingénieurs, médecins et avocats, se groupèrent dans l'Union des Unions, cherchant un accord avec la classe ouvrière qu'ils considéraient comme la seule force capable de les libérer de l'autocratie. Tant que subsistait le tsarisme, les intellectuels firent opposition au gouvernement. Mais, entre Février et Octobre, dans l'espace de huit mois, il se produisit en eux un revirement : de groupe d'opposition, ils devinrent les organisateurs du sabotage de la révolution.

Tant que le rêve des générations antérieures d'intellectuels russes : renversement de l'autocratie et instauration d'un régime bourgeois démocratique avec une Assemblée Constituante, ne fut pas réalisé, les intellectuels trouvèrent en eux la force de lutter, quoique parfois assez mollement, contre l'ancien régime. Dès que ce but fut atteint et que les couches inférieures de la population élevèrent la voix, dès que des millions d'ouvriers et de paysans posèrent à l'ordre du jour les questions de la révolution sociale, les intellectuels se détournèrent du mouvement révolutionnaire. Ils songeaient à créer une Russie sur le modèle de la République bourgeoise française ou, tout au plus, des Etats-Unis ou de la Suisse. Ils n'étaient nullement préparés à adhérer au mouvement prolétarien révolutionnaire, pour lequel les libertés politiques étaient quelque chose de secondaire et même, à un moment donné, un facteur réactionnaire. Ils étaient incapables de se rallier à un mouvement qui n'envisage pas le socialisme comme une réalité lointaine, mais pose carrément la question de la transformation sociale. Aussi s'éloignèrent-ils du prolétariat et, à la minute décisive, ils se trouvèrent de l'autre côté de la barricade, ce qui provoqua une irritation profonde dans les milieux ouvriers, soldats et paysans.

Le recul des événements nous permet maintenant d'être plus objectifs dans nos jugements sur le passé et de mieux comprendre la mentalité des intellectuels d'alors. La première révolution sociale, équation à multiples inconnues, s'accomplissait, et cette première expérience s'effectuait dans le pays qui semblait le moins préparé. La révolution naissait de la guerre, ce qui déterminait dans une large mesure l'attitude de nos intellectuels à son égard. La presse d'alors, y compris les journaux cadets d'extrême-gauche, était chauviniste à fond. Les intellectuels, la plupart des étudiants participaient aux manifestations patriotiques ; Milioukov marchait la main dans la main avec Pourichkévitch. Et cette guerre maudite n'était pas encore terminée que la révolution éclatait. Aussi les intellectuels ne pouvaient-ils croire à son succès.

Autre est l'attitude des intellectuels dans la deuxième révolution prolétarienne, qui mûrit maintenant en Allemagne. Il est bien peu probable que les intellectuels allemands veuillent organiser le sabotage. Ils ne sont pas ennemis du communisme ; beaucoup d'entre eux, surtout les techniciens, sont partisans de la révolution prolétarienne. Là, le tableau n'est pas le même qu'en Russie avant Octobre ; il sera également tout différent au lendemain de la victoire du prolétariat.

Quelles sont les raisons de cet état de choses ? Il y en a beaucoup, mais la plus importante est que la révolution allemande sera la deuxième expérience sur l'échelle mondiale. Nous avons déjà démontré effectivement que, dans les conditions même les plus défavorables, la victoire est possible si la masse ouvrière se lève pour la lutte. Voilà pourquoi ceux qui n'avaient autrefois que scepticisme pour la révolution sociale, se convainquent que la voie choisie par la Russie était la bonne. Les intellectuels ne sont pas une masse compacte ; ils se divisent en groupes et en sous-groupes marchant chacun avec des classes différentes de la population. Leur rôle, leur attitude envers la révolution varient aux différents stades de cette dernière.

Le prolétariat allemand n'aura pas contre lui une masse compacte d'intellectuels. Pendant l'insurrection de Hambourg, les ouvriers étaient soutenus par les intellectuels ; les médecins accouraient les soigner jusque sur les barricades — ce qui ne s'est jamais produit chez nous. Plus la révolution sociale progressera, plus nous verrons les intellectuels affluer dans nos rangs.

Marx, d'ailleurs, l'avait prévu. A l'époque où la question de la révolution sociale n'était encore qu'une question théorique, il déclarait qu'au fur et à mesure de l'approche de la révolution, l'élite des savants passerait aux côtés du prolétariat. Ce processus s'accomplit très lentement. Nous pouvons, il est vrai, citer des hommes comme Timiriachev, Einstein, Steinmetz et autres, mais ce ne sont là que les premières hirondelles, et elles n'ont pas encore fait le printemps. A mesure que la révolution prolétarienne mondiale s'étendra et se fortifiera, les hommes de science accourront, de plus en plus nombreux, dans les rangs des ouvriers. Mais cette transformation ne s'accomplira pas en un jour ; le prolétariat doit s'armer de patience et comprendre les difficultés qui empêchent quantité d'intellectuels d'adhérer à notre mouvement.

En Russie nous avons déjà surmonté une grande partie de ces difficultés. Le sabotage n'est plus qu'un lointain souvenir ; le froid même qui régnait encore récemment entre nous a disparu. Les in-

tellectuels changent maintenant d'orientation. Tous, ou presque tous les étudiants — non seulement ceux des facultés ouvrières, sortis directement du milieu ouvrier et paysan, mais ceux des autres classes — sont maintenant aussi sincèrement avec nous qu'ils étaient en 1917 contre nous. Il y a quelques années, aux côtés des élèves officiers, ils se battaient dans les rues de Petrograd contre les ouvriers. Parfois, dans le Don, ils marchaient seuls contre nos détachements, alors même qu'ils se voyaient abandonnés des cosaques. Comment l'expliquer ? Par leur instinct de classe, par leur intelligence plus développée. Ces jeunes gens considéraient que leur devoir était de combattre la dictature du prolétariat, et ils le faisaient avec courage. Maintenant la plupart d'entre eux viennent au pouvoir soviétique avec autant de sincérité et d'enthousiasme qu'ils l'avaient combattu. Les instituteurs, les premiers, se sont ralliés au nouveau régime. Un changement profond se manifeste également parmi les couches supérieures des intellectuels qui commencent à comprendre que ce qui s'est produit pendant ces six années n'est pas un épisode, mais le commencement d'un nouveau chapitre de l'histoire moderne, un phénomène qui se répétera et commence déjà à se répéter dans une série d'autres pays.

Dès que ce revirement s'est manifesté, nous avons tout fait pour l'encourager, même au fort de la guerre civile. Souvenez-vous de la fameuse séance des intellectuels de Petrograd, présidée par Gorki, qui eut lieu pendant l'année la plus pénible de la guerre civile et dont les résultats furent relativement importants. Mentionnons encore la tentative de Lénine qui aboutit à la création du Conseil Supérieur du Plan National. Dans cette institution qui exerce maintenant une influence considérable sur la vie économique, le fonctionnement de l'administration, l'établissement du budget, etc., nous avons rassemblé des centaines de savants qui sont l'honneur de la Russie.

Nombreuses ont été de notre part les tentatives d'organiser une collaboration fructueuse avec les travailleurs de la science. Mais le succès n'a pas, jusqu'à présent, répondu pleinement à nos efforts. Maintenant seulement, cette collaboration devient ce qu'elle doit être pour le bien du pays : une collaboration de masse.

Les intellectuels, les savants, dit-on fréquemment, ont accepté la révolution d'octobre. L'affirmation est peut-être exagérée. La plupart d'entre eux considèrent qu'ils ont accepté la révolution d'octobre ; en réalité, ils n'en ont accepté encore que la nouvelle politique économique. Certes, c'est déjà un résultat, car la NEP est malgré tout une partie de la politique de l'Etat prolétarien. Je ne veux pas dire — ce qui serait presque une injure — que nos intellectuels s'inspirent de la NEP, qu'elle est pour eux un idéal. Ils l'ont acceptée parce qu'elle leur paraît plus rationnelle, plus réalisable, plus adaptée au moment. Cela ne signifie pas qu'ils ne haïssent avec nous les *Nepmann*, les spéculateurs de toute sorte. Seule, une petite partie des intellectuels acceptera intégralement la Révolution d'Octobre, commencement de la révolution mondiale. Mais l'état d'esprit actuel des intellectuels est de nature à nous donner une base qui nous permettra de nous entendre sur les buts de l'époque prochaine.

Les représentants les plus qualifiés de la science ont fréquemment, en matière de politique, des préjugés enfantins. Je citerai pour exemple un savant universellement respecté, le professeur Pavlov,

dont les travaux, connus du monde entier, constituent indubitablement un apport extrêmement précieux à la science. Le gouvernement soviétiste apprécie hautement cet homme, et au moment de la lutte la plus acharnée, nous avons fait tout notre possible pour nous assurer sa collaboration. Le professeur Pavlov vient d'accomplir un grand voyage, au cours duquel il a visité l'Amérique et plusieurs autres pays. Et, à son retour, il a ouvert son cours de philosophie à Petrograd par une conférence sur la politique.

Dans cette conférence, il pose du coup la question de la révolution mondiale. Il cite une série de déclarations des représentants du Parti communiste, et en particulier de notre ami Boukharine, dont il a étudié spécialement les ouvrages. « Vous affirmez vous-mêmes, dit-il, que votre révolution ne peut triompher que comme révolution mondiale. Parfait, mais s'il en est ainsi, tout ce qui se passe maintenant chez nous est de l'absurde dilé pure. Où est votre révolution mondiale ? J'ai parcouru une série de pays et je n'y ai rien vu qui indiquât la possibilité de la révolution mondiale. Vous affirmez que des désordres se produisent en différents pays. Après une guerre aussi effroyable, cela est inévitable. Mais où est donc la révolution ? Les leaders de notre parti dirigeant croient à la révolution mondiale. Mais jusque à quand y croiront-ils ? Il faut fixer un terme (*Rires*). Voyez les grandes puissances comme la France, l'Angleterre, l'Amérique, qui tiennent entre leurs mains le sort du monde. Là, nul indice de révolution, tout est tranquille, tout va bien. Je n'ai fréquenté, il est vrai, que les milieux scientifiques (*Rires*), mais depuis la dernière guerre, eux aussi s'intéressent aux questions générales. Et s'il y avait eu quelque chose de nouveau, ils m'en auraient parlé. Mais, ni en Angleterre, ni en France, je n'ai absolument rien entendu sur ce sujet. Une certaine effervescence règne parmi les partis ouvriers. C'est là un fait habituel. Mais, je le répète, il n'est aucun indice d'une transformation radicale prochaine de la situation. « Je suis un homme de science, déclare-t-il plus loin. Je travaille dans mon laboratoire. N'est pour moi un fait que ce que j'ai vingt fois expérimenté, contrôlé par moi-même. Où avez-vous contrôlé les questions de la révolution mondiale ? Dans quel laboratoire les avez-vous étudiées ? Quelles preuves avez-vous à me donner et pourquoi ne fixez-vous pas de terme ? »

Voilà comment aborde la question un homme parfaitement désintéressé, entièrement convaincu, qui considère que la Russie va à sa ruine et répète les objections courantes contre la révolution.

Je ne sais si nous devons expliquer pourquoi nous ne pouvons fixer une échéance précise pour la révolution mondiale. Est-il si difficile de comprendre la différence entre les processus chimiques que le professeur Pavlov observe dans son laboratoire et les processus de la vie sociale ? Le professeur Pavlov décrit très bien le réflexe des glandes salivaires chez le chien ; dans cette question qu'il a étudiée à fond, ses découvertes sont un apport précieux à la science et rappellent jusqu'à un certain point celles de Darwin. Mais les réflexes salivaires chez l'homme ou le chien diffèrent entièrement des phénomènes sociaux affectent des centaines de millions d'êtres humains et dont les facteurs innombrables sont d'une complexité sans égale.

C'est dans le monde entier et non dans un laboratoire que se produit la révolution mondiale. Est-

ce là une chose si difficile à comprendre ? Le professeur Pavlov appartenait autrefois au groupe de professeurs qui signèrent avec les représentants des *zemstvos* des manifestes contre Stolypine. Il est vrai qu'il retirait parfois au dernier moment sa signature, ce qui ne dénote pas un excès de courage civique. Toujours est-il qu'avant 1905, il était dans l'opposition et croyait à la chute du tsarisme ; mais pouvait-il, avec la même précision qu'il traite des réflexes salivaires, déterminer que cette chute aurait lieu le 27 février 1917 ?

Si, au lieu de rester parmi les savants, ses confrères, il avait été sur les places des cités européennes, s'il avait prêté l'oreille au grondement de la vie en Allemagne et dans toute l'Europe centrale, s'il avait porté son attention sur la lutte des classes en Amérique, il aurait compris que la question de la révolution sociale est à l'ordre du jour, et qu'elle n'en sortira pas tant qu'elle n'aura pas été résolue. Cette question ne pouvait pas ne pas être posée par la guerre impérialiste. C'est là le fait essentiel qui a échappé à nos intellectuels. Ils ont soutenu de toutes leurs forces la guerre impérialiste, dans laquelle ils voyaient une guerre de libération. Et lorsqu'il a fallu la liquider, lorsque les champs de l'Europe étaient jonchés de cadavres et que l'économie mondiale était complètement désorganisée, les savants les plus éminents se sont imaginé qu'il suffirait d'un grand congrès pour apaiser l'Europe et faire tout rentrer dans l'ordre. Une telle étroitesse de vues n'est-elle pas des plus humiliantes pour nos intellectuels ? Les hommes de science se figuraient que la première guerre impérialiste mondiale pouvait passer sans laisser de traces, que d'une façon ou de l'autre l'affaire s'arrangerait, et que tout se terminerait par de légers changements dans la façade. Mais est-il possible que l'humanité se laisse entraîner dans une nouvelle guerre ? Est-il possible que cette effroyable effusion de sang reste sans résultat ? Se peut-il que tous les rapports de propriété restent les mêmes ? Sur l'allure, le terme du développement des événements, chacun de nous peut se tromper, surestimer — comme nous l'avons fait en 1917 pour l'Allemagne — la proximité de la révolution, mais, pour des représentants de la science, ne pas voir la question posée par l'histoire est, me semble-t-il, impardonnable.

Quant à la participation active aux événements prochains, c'est là une question de tempérament. Nous comprenons parfaitement que le professeur Pavlov ne soit pas préparé au rôle de tribun des ouvriers russes ou français, mais, après tout ce qui s'est passé, il serait temps pour les travailleurs de la science, d'élargir leur horizon, de voir les conséquences essentielles de la première guerre impérialiste et de comprendre que cette guerre implique fatalement la révolution socialiste.

Nous avons plus ou moins trouvé maintenant les bases de notre accord avec l'immense majorité des intellectuels, mais cela ne signifie pas que notre litige avec ces derniers soit terminé. Il ne l'est pas parce qu'un grand nombre d'intellectuels émigrés représentant une force considérable n'ont que haine pour le régime soviétiste.

En France, le groupe d'intellectuels russes dirigé par Milioukov bataille contre un groupe de politiciens français dirigé par le sénateur de Monzie, dont nous avons eu récemment la visite. Or, le croirait-on ? ce sont les politiciens français qui luttent pour la reconnaissance de la Russie soviétiste ; quant au groupe de Milioukov, il s'élève ouvertement contre cette reconnaissance et déverse

à flots la calomnie sur de Monzie et ses partisans.

La dispute s'envenime au point que de Monzie écrit à Milioukov : « Ne puis-je préconiser le rétablissement des rapports avec la Russie sans en demander l'autorisation à MM. Kokovtzev et Milioukov ? » Milioukov a dernièrement prononcé, à la Ligue des Droits de l'Homme, un discours dans lequel il se fait un titre de gloire de ne pas réclamer l'intervention contre la Russie. Mais la réclamerait-il qu'il ne l'obtiendrait pas. Voilà pourquoi il y renonce si facilement. D'ailleurs, est-ce un si grand mérite de la part d'un homme qui a toujours été un patriote que de ne pas demander à l'armée française de marcher contre la Russie ? En outre, Milioukov sait parfaitement que la situation en Europe n'est pas très favorable. Dans son journal même, il publie un article intitulé : *Le déséquilibre européen*. N'empêche qu'il se met à genoux devant cette Europe déséquilibrée et la conjure de ne pas reconnaître la Russie des Soviets.

Quelle a été l'attitude d'une partie de nos intellectuels devant le meurtre de Vorovsky ? Je ne parlerai pas de Milioukov, politicien pourri, mais de représentants typiques des intellectuels russes, comme Kouskova et Prokopovitch. N'ont-ils pas jadis prêché la terreur ? Végétarienne, Kouškova a horreur du sang ; pourtant, au procès Conradi, elle a justifié l'assassinat de Vorovsky. Conradi, Polounine sont des intellectuels russes, et toute la presse russe de l'étranger les soutient. Vorovsky, lui aussi, était un intellectuel. Littérateur talentueux, il appartenait à cette glorieuse pléiade de marxistes qui, depuis 1900, malgré les répressions du tsarisme, frayait la voie à la classe ouvrière. Il a été tué par Conradi, un intellectuel, qui a été défendu par Prokopovitch, lui aussi un intellectuel, et dont l'acte a été qualifié par Hensen, un autre intellectuel, comme un coup moral à la Russie soviétique.

Voilà des exemples de l'action de nos intellectuels à la septième année de la révolution !

Le fascisme a célébré ces jours-ci son premier anniversaire. Or, voici ce qu'écrivait à ce propos un intellectuel russe éminent, Filossofov : « Les 26 et 27 octobre 1922, les chemises noires, concentrées à Naples, se mirent en marche sur Rome. En rangs serrés, les fascistes entrèrent dans la Ville Eternelle et établirent leur camp devant le Parlement. C'était une troupe régulière, mais sans armes. Elle était dirigée par un petit homme trapu, aux traits énergiques, aux yeux durs et perçants, au masque d'acteur... D'un pas souple, il gravit les marches du Parlement... » Et ainsi de suite : une véritable poésie en prose. Et pour qui, tous ces trésors de lyrisme ? Pour Mussolini.

Ainsi donc, ces gens, qui planaient autrefois dans l'abstraction pure, se mettent maintenant au service de Mussolini. Kouskova se fait la servante de Conradi et de Polounine ; Milioukov, le laquais de l'impérialisme français. Ce ne sont pas là des cas fortuits. Parmi les intellectuels russes rejetés par le flot de la révolution, il en est qui combattent systématiquement cette dernière et mettent tout en œuvre pour entraver la collaboration qui commence à s'établir entre vous et nous.

Que l'on me permette de citer encore un intellectuel. Pierre Strouvé, homme habitué à aller jusqu'au bout dans ses déductions. Récemment, il prononçait à Prague un discours-programme intitulé : « La patrie et la propriété », et dans lequel il disait : « Quelque grande que fût la réforme du 19 février 1861, elle avait un défaut considérable, un vice historique fatal. Elle ne faisait pas du

paysan émancipé le propriétaire du sol... On accordait au paysan la jouissance de la terre, mais on ne lui en donnait pas la propriété... » Plus loin, il chante des dithyrambes à la propriété : « Etre patriote, dit-il, c'est aimer sa patrie comme sa propriété ». Je ne sais si, après les effroyables épreuves que vient de traverser l'humanité, le mot d'ordre « Patrie et Propriété » est de nature à susciter l'enthousiasme des milieux intellectuels. Mais la déclaration de Strouvé est caractéristique de l'évolution des intellectuels. Nombre d'entre eux caressent l'espoir d'une restauration de la « propriété », se bercent de l'illusion que l'histoire fera machine en arrière.

Je citerai également un autre article caractéristique publié dans la presse blanche de Prague par un certain Polotoukhine, qui a vécu cinq ans en Russie après la Révolution d'Octobre. Il y décrit les intellectuels russes « sous les Soviets ». « Le courant mystique — écrit-il — est très fort parmi les intellectuels. Un jeune savant, un financier, avant de décider s'il devait partir pour l'étranger, allait consulter des tireuses de cartes. C'est là un fait typique. Les sciences occultes sont étudiées avec enthousiasme, les sciences sociales à peu près délaissées. D'ailleurs, il existe peut-être encore parmi nous des gens pour lesquels la tireuse de cartes est l'autorité suprême. » Je n'ai pas de raisons de mettre en doute le témoignage de l'auteur de ces lignes. D'après lui, les intellectuels traversent une forte crise morale ; la jeune génération également est rongée par le doute et l'incertitude. « La situation matérielle — écrit-il — s'améliore quelque peu ; par contre, le moral des intellectuels est déplorable. »

Quoi qu'il en soit, quelques intellectuels émigrés commencent, après six ans de révolution, à comprendre que le pouvoir soviétique est fort, qu'il est impossible de le renverser et que toute tentative dirigée contre notre indépendance nationale se heurtera à la résistance unanime des citoyens russes.

Dans les questions de politique étrangère, nous pouvons maintenant nous entendre avec tous les intellectuels qui se trouvent en Russie et qui voient la justesse de la ligne du pouvoir soviétique et du Parti communiste. Piéchékhnov, que nous avons longtemps combattu, a publié récemment un opuscule intéressant : *Pourquoi je n'ai pas émigré*. Dans cet ouvrage, qu'il a tenu à écrire à Reval, immédiatement après avoir passé la frontière, et avant de tomber, comme il le dit lui-même, « dans le marais et sous l'influence de l'émigration », il reconnaît la justesse de notre politique étrangère.

« Je me suis réjoui, dit-il, lorsque les troupes soviétiques ont chassé les Polonais de Kiev. Je me suis réjoui chaque fois que la diplomatie soviétique a remporté un succès et accru le prestige international de la Russie. Je me vois obligé de relever le gant et de dire quelques mots sur les services des bolcheviks. Ce n'est pas que je veuille justifier tout ce qu'ils ont commis, ni que je trouve du plaisir à me faire « l'avocat du diable ». Les bolcheviks, j'en suis convaincu, ont accompli une grande œuvre : ils ont restauré l'Etat russe. Comment ! — diront beaucoup de lecteurs — ils l'ont au contraire détruit. Je ne le nie pas.

« Oui, ce sont les bolcheviks, principalement, qui ont détruit cet Etat, mais ce sont eux qui l'ont reconstitué. »

Un tel aveu a dû coûter à Piéchékhnov. Et grâce aux leçons qu'ils reçoivent à Berlin, à Prague et ailleurs, les autres intellectuels émi-

grés, eux aussi, commencent à voir clair et à comprendre la situation.

Ainsi, Hippus, cette créature éthérée, qui ne s'était jamais intéressée à la politique et qui, après la révolution d'octobre, appelait les soldats démobilisés des « gorilles », se rend compte maintenant que cette révolution n'était pas seulement une émeute, mais le résultat fatal de la guerre, le début d'une transformation profonde, nécessaire, inévitable.

Les intellectuels restés en Russie ont, malgré tout, montré beaucoup plus de clairvoyance que leurs confrères réfugiés à l'étranger. En dépit de leurs mésaventures et souffrances personnelles pendant les terribles années 1918, 1919, 1920, ils ont vu que le pouvoir soviétiste et la classe ouvrière dirigée par notre parti se sont battus avec un héroïsme sans exemple pour défendre les intérêts fondamentaux de notre pays. Ils ont vu que la Russie, sans le pouvoir soviétiste, eût été démembrée ; que, malgré quelques fautes, notre gouvernement et notre parti avaient en définitive tiré le pays de l'impasse où il était engagé. Nous sommes persuadés que le moment est venu de l'établissement de nouveaux rapports entre le pouvoir soviétiste et le Parti communiste, d'une part, et les intellectuels de l'autre. Oublions le passé. Ne nous faisons pas mutuellement notre procès. La classe ouvrière n'est pas rancunière, car elle est la classe de l'avenir ; elle n'a pas la rage impuissante des classes condamnées. Elle est encore faible ; il lui faut l'appui des représentants de la culture. Une nouvelle ère s'ouvre devant nous. Si l'on veut aider notre pays à s'instruire, si l'on veut en faire le pays le plus cultivé du monde, il faut nous aider. La révolution, avec tous ses défauts, toutes ses lacunes, s'adresse maintenant à tous les êtres généreux et leur demande leur concours. A ce Congrès, nous enregistrerons nos conquêtes, nous constaterons ce qui nous reste à faire. Les hostilités entre les intellectuels et la classe ouvrière sont interrompues. Nous avons maintenant une voie commune. Les *narodniki* avaient proclamé la trinité du prolétariat, de la paysannerie et des intellectuels. Mais, avant 1917, c'était là une formule vide. Pour en permettre la réalisation, il a fallu la dictature du prolétariat. Les hommes de science, comme Pavlov, évidemment, étaient incapables de mener la révolution, d'aider le peuple aux moments décisifs. En 1917, les intellectuels et les savants ne pouvaient être les alliés du prolétariat, qui seul était de force à trancher le nœud gordien des événements, à traverser, comme l'a dit John Reed, ces « dix jours qui ont ébranlé le monde ». Dans le meilleur des cas, ils étaient neutres et, dans le pire, de l'autre côté de la barricade. Maintenant que six années de dictature ont assuré notre indépendance, créé des conditions normales de développement économique, aiguillé le pays dans la voie juste, la formule des *narodniki* n'est plus une phrase. Bientôt le prolétariat, qui englobe les ouvriers et une partie de la paysannerie, ralliera à lui le reste de la population, y compris les savants, les intellectuels. La trinité abstraite des *narodniki* deviendra une réalité.

Encore quelques années, et la Russie aura changé du tout au tout. La campagne russe est déjà bien différente de ce qu'elle était avant la révolution. Certes, nous sommes encore des miséreux. Nous n'avons pas eu jusqu'à présent les ressources suffisantes pour nourrir tous les affa-

més, fonder des écoles, instaurer des conditions normales de vie. La révolution est née d'une guerre effroyable, dévastatrice au plus haut point. Néanmoins, sous le rapport culturel, elle a déjà accompli une œuvre considérable. Notre pays se renouvelle. Poincaré déclarait récemment qu'il n'y a maintenant que deux pays indépendants : la France et la Russie des Soviets. En ce qui concerne la Russie, cette affirmation est juste. S'il est un pays véritablement indépendant auquel on ne fera pas payer, comme à l'Allemagne, 132 milliards de contributions, s'il est un pays que les capitalistes ne pressureront plus et qui tient lui-même son sort entre ses mains, c'est bien le nôtre. L'année dernière, le menchevik S. Ivanovitch a publié sur les bolcheviks un opuscule au début duquel il dit : « Depuis, cinq années ont passé. Si l'on eût dit alors que cela durerait cinq ans, on se serait fait traiter de fou ; si maintenant quelqu'un déclarait qu'il y en a encore pour cinq ans, on se bornerait à le qualifier de pessimiste. » Pourtant, nous en sommes déjà à notre septième année et, tant qu'il existera des Etats, l'Union des Républiques socialistes subsistera.

A ce Congrès qui, j'en suis convaincu, marquera une date dans l'histoire de notre révolution et de notre classe intellectuelle, vous formerez vos rangs pour vous mettre avec ardeur et dévouement à la restauration de notre pays. Nous voulons donner une place honorable dans la famille des peuples à notre Russie qui a si longtemps gémi sous le joug de l'autocratie et qui a été ruinée, mise à feu et à sang sous le pouvoir de la bourgeoisie. Nous ferons en sorte qu'il n'y ait plus d'illettrés ; nous créerons un vaste réseau d'établissements d'enseignement ; nous mènerons dans la voie large de l'avenir notre grand peuple qui a été d'un siècle en retard dans sa révolution bourgeoise, mais qui, par un concours heureux de circonstances, a fait le premier sa révolution prolétarienne, et nous l'aiderons à occuper dans le monde la place qui lui est due. (Applaudissements.)

G. ZINOVIEV.

Vient de paraître :

## ANNUAIRE DU TRAVAIL

Politique, Economique et Social

Un énorme volume de 750 pages  
bourré de renseignements  
sur le mouvement ouvrier mondial,  
la Russie des Soviets  
et le monde capitaliste après la guerre.

Prix ..... 25 francs  
Franco ..... 27 francs

Librairie de « L'Humanité »  
120, rue Lafayette, PARIS (X<sup>e</sup>)

# Le Socialisme et l'Agriculture

## La question agraire en régime capitaliste

La suppression du régime de production féodale eut pour conséquence un développement considérable de l'agriculture. La substitution de la culture alternante au système des trois assolements augmenta la surface cultivée. La suppression de la corvée permit aux paysans de consacrer toute leur activité à la culture et à l'amélioration de leurs terres. La disparition des monopoles seigneuriaux facilita une plus grande spécialisation des cultures.

D'autre part, les progrès de la science et de la technique, en perfectionnant peu à peu l'ancien outillage agricole et en transformant complètement les méthodes de culture, permirent le passage à une culture plus moderne, plus intensive. Le développement des chemins de fer, en rapprochant la ville de la campagne, augmenta la demande de produits agricoles et stimula, par contre-coup, le développement de l'agriculture.

Les résultats s'en manifestèrent rapidement. La production des céréales s'accrut considérablement. En France, elle progressa de la manière suivante (en millions de tonnes) :

	Années		
	1789	1815	1848
Froment .....	34	44	70
Seigle .....	46	44	40
Pommes de terre.....	2	20	100

Il en fut de même pour le rendement à l'hectare, comme le prouve le tableau suivant :

De	à	Rendement (hectolitres)
1816	à 1820	10,22
1821	à 1830	11,90
1831	à 1840	12,77
1841	à 1850	13,68
1851	à 1860	13,99
1861	à 1870	14,28
1871	à 1880	14,60
1881	à 1890	15,65
1891	à 1895	15,83

De même en ce qui concerne la production de la viande. C'est ainsi qu'on comptait, dans les huit anciennes provinces de la Prusse :

	Années		
	1816	1840	1869
Chevaux .....	1.243.261	1.512.429	1.863.000
Bêtes bovines (veaux non compris) ...	4.013.912	4.975.727	6.111.994
Porcs .....	1.494.369	2.238.749	3.257.731
Chèvres .....	143.433	359.820	871.259
Moutons .....	8.260.405	16.296.928	19.314.667

Non seulement le nombre des têtes de bétail augmente, mais aussi le poids moyen par tête de bétail. D'après l'enquête agraire de 1892, cette augmentation pour la France est la suivante :

	Années	
	1862	1892
Boeufs, vaches, taureaux....	225	262
Veaux .....	39	50
Moutons .....	18	20
Porcs .....	88	94

La preuve est donc faite que le capitalisme développa considérablement l'agriculture. On comprend dès lors qu'on ait pu dire que la révolution bourgeoise, en libérant les paysans, avait du même coup résolu la question agraire.

Mais ce n'était là qu'une apparence : on ne se rendait pas compte, en effet, que la révolution bourgeoise n'était qu'un épisode dans l'évolution générale des formes de production économique, et que celle-ci continuait à se poursuivre au sein même du régime capitaliste, en créant de nouvelles contradictions économiques, plus profondes encore que les précédentes.

La question agraire, momentanément résolue par la révolution bourgeoise, ne disparut pas de la scène historique. Elle réapparut, au contraire, rapidement, mais, cette fois, dans de tout autres conditions qu'auparavant. Dans les sociétés antiques et dans les sociétés féodales du moyen âge, la question agraire était la question fondamentale de toute la production. Mais la révolution industrielle des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles avait eu pour résultat de faire passer l'agriculture au second plan de la production, derrière l'industrie proprement dite. C'est pourquoi la question agraire ne réapparut que comme une dépendance de la question générale de la transformation des formes de production industrielle, devenue la question sociale elle-même.

La disparition du régime féodal avait entraîné des conséquences différentes, selon les pays. Tandis qu'en Angleterre ou en Prusse orientale, les seigneurs conservèrent la propriété de la terre qu'ils cultivèrent désormais selon les méthodes capitalistes ou qu'ils affermèrent à des entrepreneurs capitalistes, en France, et dans la plupart des autres pays, les seigneurs fonciers furent obligés d'abandonner aux paysans la propriété de leurs terres, sans indemnité ou contre indemnité, selon que l'expropriation se fit révolutionnairement, comme en France, ou légalement, comme en Allemagne ou en Autriche. Dans le premier cas, on aboutit au régime de la grande exploitation agraire ; dans le second, au régime de la petite exploitation.

La situation des pays est différente dans ces deux cas, et, par conséquent, la question agraire s'y pose différemment.

Sous le régime de la grande exploitation agraire, comme en Angleterre et en Prusse orientale, la classe paysanne est composée uniquement de fermiers et d'ouvriers agricoles. Ces deux catégories sociales sont opposées l'une à l'autre, exactement comme le prolétariat industriel à la bourgeoisie capitaliste. En fait, les ouvriers agricoles constituent une fraction du prolétariat et leur sort est lié étroitement au sien. Il en résulte que, dans ces pays, la question de la transformation des moyens de production agricole s'y pose exactement de la même façon que la transformation des moyens de production industrielle, c'est-à-dire par la socialisation de la terre et son exploitation collective au profit de la collectivité elle-même.

La question se pose tout autrement dans les pays de petite exploitation agraire. Les paysans, cultivant eux-mêmes leurs propres terres, leur si-

tuation n'est en rien comparable à celle des ouvriers de l'industrie. Mais, en fait, soumis à la dictature du gros capitalisme à qui ils sont obligés de s'adresser tant pour l'achat de leurs instruments de travail et de leurs matières premières que pour la vente de leurs produits ou pour leurs opérations de crédit, ils ne possèdent que la propriété nominale de leurs terres, dont ils ne sont, en quelque sorte, que les fermiers. Leur situation, essentiellement instable, soumise aux fluctuations du marché ou aux intempéries, est parfois pire que celle des ouvriers de l'industrie. Un siècle après la révolution bourgeoise qui les a libérés du féodalisme, il s'avère que le capitalisme pèse sur eux d'un poids non moins lourd que le féodalisme.

## Le socialisme et la question agraire

C'est dans cette divergence dans les modes d'exploitation de la terre que réside actuellement toute la difficulté du problème agraire. La question essentielle qui se pose ici est de savoir si, comme l'affirment Marx et Engels, ainsi que toute l'école marxiste, les lois du développement de l'agriculture sont les mêmes que celles qui régissent tout le développement de l'industrie et si, par conséquent, le mode d'exploitation capitaliste doit finir par triompher également dans le domaine agricole ou si, comme le prétendent les révisionnistes (David, Tugan-Baranowski, Gatti, etc.), il n'y a pas analogie entre le développement de l'industrie et celui de l'agriculture, où les méthodes d'exploitation individuelle, contrairement à ce qui se passe dans l'industrie, constituent le mode d'exploitation supérieur. La question est d'importance, car il est évident, comme le remarque Kautsky, que si la théorie de la concentration des entreprises ne s'appliquait pas à l'agriculture, « il faudrait transformer entièrement non seulement la tactique suivie jusqu'à ce jour, mais les principes mêmes du socialisme ».

L'argument principal sur lequel s'appuie toute l'école révisionniste pour nier l'application à l'agriculture des lois du développement industriel et, par conséquent, la possibilité de l'introduction dans le domaine de l'agriculture des méthodes de production communistes, est la supériorité de la petite exploitation sur la grande, dans l'agriculture. On s'appuie, pour soutenir cette thèse, sur la persistance des formes de la petite production en face de la grande exploitation agraire, qui n'arrive pas à les supplanter, contrairement à ce qui arrive dans l'industrie.

Il suffira d'une analyse rapide de la situation de l'agriculture dans les principaux pays capitalistes et des tendances qui s'y font actuellement pour montrer que si les faits sur lesquels on s'appuie sont exacts, les conclusions qu'on en tire sont fausses et arbitraires.

Quand on étudie le développement de l'agriculture depuis un siècle environ, c'est-à-dire depuis la suppression du régime de production féodale dans les pays de l'Europe occidentale et centrale, on constate que si, au début de cette période, c'est-à-dire jusqu'au dernier tiers du siècle dernier, la grande exploitation progresse aux dépens de la petite ; cette progression s'arrête à peu près complètement vers 1870 environ. A partir de cette date, la petite exploitation, sauf en Angleterre et en Prusse orientale, où elle a disparu complètement, se maintient en face de la grande, ou ne diminue que dans de très faibles proportions.

Voici quel est, d'après Compère-Morel, le rap-

port de la grande à la petite exploitation de 1892 à 1908 :

Exploitations au-dessous de 1 hectare :	
1892.....	2.617.558
1908.....	2.523.713
Exploitations au-dessous de 10 hectares :	
1892.....	4.852.963
1908.....	4.611.564
Exploitations de 10 à 100 hectares :	
1892.....	816.509
1908.....	864.369

On voit, d'après ces chiffres, que, si la grande exploitation a gagné du terrain de 1892 à 1908, la petite n'en a presque pas perdu.

En résulte-t-il, comme l'affirment les révisionnistes, que, dans l'agriculture, la petite exploitation soit supérieure à la grande ? Rien n'est plus faux qu'une pareille affirmation, Marx lui-même a montré, en étudiant les tendances de l'agriculture anglaise, qu'en régime capitaliste la concentration de la propriété agraire se heurte, à une certaine période de son développement, à des obstacles qui provoquent une tendance contraire vers le morcellement de la propriété. De sorte, conclut-il, que le développement de l'agriculture capitaliste manifeste une double tendance vers la concentration et vers le morcellement de la propriété, l'une succédant à l'autre, se soutenant et se combattant réciproquement. Comment expliquer ce phénomène qui contredit, en apparence, la loi de concentration des entreprises, qui est à la base du développement de la production capitaliste ? Les causes en sont d'ordre divers ; nous allons les examiner rapidement.

1<sup>o</sup> *Limitation du sol.* — Contrairement à ce qui se passe dans l'industrie, les moyens de production sont limités dans le domaine de l'agriculture. En effet, le moyen de production agraire le plus important, c'est la terre. Or, la terre n'est pas extensible à l'infini, elle constitue un monopole aux mains de ceux qui la possèdent. L'accumulation et, par conséquent, la concentration en sont donc limitées :

2<sup>o</sup> *Substitution de la culture intensive à la culture extensive.* — En permettant d'obtenir un plus grand rendement à l'hectare, elle permet à la petite exploitation d'échapper à la concurrence de la grande exploitation, plus propre à la culture extensive et dont le rendement à l'hectare est moins élevé :

3<sup>o</sup> *Difficultés de l'application des machines au travail agricole.* — a) Tandis que l'industriel crée lui-même le milieu du travail, il est impossible à l'agriculteur d'en faire autant. Le milieu lui est tout donné par la nature et il ne peut le transformer à sa guise pour le rendre apte au travail des machines, comme c'est le cas dans l'industrie ; b) les machines agricoles ne fonctionnent que pendant une partie de l'année et pendant la journée seulement, ce qui n'est pas le cas dans l'industrie ; c) l'étendue de l'exploitation agricole impose des frais de transport, de surveillance, etc., que n'a pas à supporter l'industrie, et qui sont d'autant plus réduits que l'exploitation est plus petite, ce qui constitue un obstacle au développement de la grande exploitation ; d) les machines supposent une main-d'œuvre intelligente et de hauts salaires. Or, les ouvriers agricoles, employés à la culture une partie de l'année seulement, n'ont pas le temps de se spécialiser dans le maniement des machines. D'autre part, le niveau extrêmement bas des salaires à la campagne est un obstacle

à l'introduction des machines dans l'agriculture, les propriétaires n'y trouvant aucun avantage ;

4° *Sous-consommation des paysans.* — Cette sous-consommation constitue l'une des raisons principales du maintien de la petite propriété agraire et l'un des obstacles les plus sérieux à la victoire de la grande exploitation capitaliste à la campagne. En effet, les privations que s'imposent les petits paysans sont telles qu'elles réduisent à néant tous les avantages de la grande exploitation et les économies qu'elle permet de réaliser ;

5° *Métiers accessoires des paysans.* — Grâce à ces occupations accessoires, auxquelles ils consacrent tout le temps laissé libre par la culture, les petits paysans se procurent des ressources supplémentaires qui leur permettent de se maintenir tant bien que mal sur leurs petits lopins de terre ;

6° *Manque de bras pour la grande exploitation.* — La dépopulation qu'entraîne nécessairement avec soi l'extension de la grande propriété foncière détermine les grands propriétaires à maintenir autour de leurs propriétés une foule de petits cultivateurs indépendants, parmi lesquels ils trouveront, au moment des récoltes et des gros travaux, trouver les ouvriers dont ils ont besoin à ces époques de l'année. La disparition de la petite propriété, en dépeuplant les campagnes, les mettrait en effet dans l'impossibilité de trouver les ouvriers dont ils ont besoin, du fait du niveau extrêmement bas des salaires à la campagne ;

7° *Absence de débouchés pour la grande exploitation.* — Quelque paradoxal que cela puisse paraître, les petites exploitations servent de débouchés aux grandes exploitations capitalistes, qui leur vendent une partie de leurs produits. Cette raison, autant que les autres, contribue au maintien de la petite propriété en face de la grande, l'une soutenant l'autre et réciproquement ;

8° *Protection de la petite propriété agricole.* — Un régime de petite propriété agricole, en maintenant à la campagne une foule de petits propriétaires attachés au principe de la propriété, constitue pour les gouvernements capitalistes une garantie de stabilité politique. C'est pourquoi ils soutiennent la petite propriété agraire au moyen de dispositions législatives spéciales (annerbenrecht, en Allemagne) ou en réduisant les impôts pesant sur les petits paysans, comme c'est le cas en France.

On aurait donc tort de conclure que la petite exploitation est supérieure à la grande, puisqu'elle réussit à se maintenir en face d'elle. Si supériorité il y a, il ne s'agit ici que d'une supériorité purement économique et non pas technique. De plus, cette supériorité économique ne vaut qu'à l'intérieur du régime de production capitaliste et ne saurait, par conséquent infirmer en rien l'idée de la supériorité des méthodes de production socialiste sur les méthodes de production capitaliste dans l'agriculture.

La question se pose ici exactement de la même façon que pour les branches d'industrie où les méthodes de production artisanale, pour certaines raisons d'ordre spécial à la branche d'industrie en question, ont réussi à se maintenir en face de la grande production. Il n'est pas un socialiste digne de ce nom qui oserait arguer de ce fait pour nier la supériorité des méthodes de production socialiste sur les méthodes de production capitaliste. Le régime capitaliste crée lui-même les obstacles qui s'opposent à l'extension, dans tous les domaines de la production, des méthodes de production ca-

pitaliste. Ces obstacles ne disparaîtront que dans le régime socialiste, du fait que celui-ci, à l'abri de toute préoccupation d'intérêt individuel, ne poursuivra dans son œuvre de réorganisation que des buts d'intérêt général, tendant à l'intensification de la production dans tous les domaines de l'activité humaine, tant industrielle qu'agricole.

Il est, en effet, certain que, malgré les obstacles qui s'opposent à une extension rapide des méthodes de grande exploitation dans l'agriculture, celles-ci constituent un progrès évident sur les méthodes d'exploitation individuelle. Elles permettent de réaliser une économie considérable de frais généraux, tant en ce qui concerne le ménage que l'emploi des bêtes, des instruments et machines aratoires.

Les travaux de construction ou d'amélioration du sol ne sont possibles et avantageux que pour les grandes exploitations. Enfin, en ce qui concerne les économies réalisées sur les transports des produits, et, d'une façon générale, les rapports avec le marché que les grands agrariens dominent infiniment mieux que les petits paysans, les avantages de la grande exploitation sur la petite crévent les yeux.

Ce qui le prouve bien, d'ailleurs, c'est que, malgré tout, elle progresse d'une façon constante.

En France, l'un des pays les plus arriérés au point de vue agricole, le nombre des machines agricoles a augmenté de la manière suivante :

	1862	1882	1892
Machines à vapeur et locomobiles .....	2.849	9.268	12.037
Batteuses .....	100.733	211.045	234.380
Semoirs .....	10.853	29.391	47.193
Moissonneuses et ratisseuses .....	18.349	35.172	62.185

En Allemagne, le nombre des exploitations agricoles appliquant les machines ci-dessous a augmenté de la façon suivante :

	1882	1895
Charrues à vapeur.....	836	1.696
Semoirs .....	63.842	20.673
Moissonneuses .....	19.643	35.084
Batteuses à vapeur.....	75.690	259.069
Autres batteuses .....	298.367	596.863

En 1895, les semoirs ont été remplacés par les drills dans 140.792 exploitations.

Nous sommes donc maintenant en mesure de conclure que, contrairement aux affirmations des revisionnistes, le développement économique est bien le même dans l'agriculture que dans l'industrie, quoique retardé pour des raisons spéciales à l'agriculture. Dans l'agriculture tout comme dans l'industrie, l'introduction des méthodes de production socialistes apparaît comme le terme nécessaire de l'évolution des formes économiques existantes. Il est impossible de nier pour l'agriculture ce qu'on affirme pour l'industrie. Le développement économique est un, quoiqu'il ne soit pas uniforme.

C'est pourquoi le socialisme triomphera dans l'agriculture comme dans l'industrie.

Marcel OLLIVIER.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
122, rue Montmartre, 123, Paris (2°)  
Georges Dangon, imprimeur.

# TABLE DES MATIÈRES

## Année 1923

		Pages	nos
N. ACHMARINE	La Tcheka aux prises avec la contre-révolution.....	60	4
R. ALBERT	Héros et martyrs du communisme.....	213	18
—	Notes d'Allemagne.....	571	37
—	d°.....	625	41
—	d°.....	650	42
—	d°.....	779	43
—	d°.....	798	44
—	d°.....	808	45
—	d°.....	824	46
—	d°.....	854	47
—	d°.....	886	49
J. AMTER	L'évolution économique.....	322	25
—	L'esclavage dans les aciéries américaines.....	589	38
ARMIN	Comment le fascisme a triomphé en Bulgarie.....	813	45
H. BARBUSSE	Aux instituteurs et institutrices syndicalistes.....	596	39
W. BARTZ	Dans la social-démocratie allemande.....	635	41
P. BERGSMAN	La lutte de classe aux Indes Néerlandaises.....	555	36
P. BOËTCHER	Après le Congrès de Leipzig.....	174	11
L. BODIN	Louise Michel toujours vivante.....	88	6
N. BOMBACCI	La franc-maçonnerie et Mussolini.....	242	20
A. BORDIGA	Communisme et guerre.....	69	5
H. BOREL	Le front unique et les expériences de l'Internationale.....	83	6
—	Syndicalisme et Parti Communiste.....	259	21
—	Déviations.....	306	24
—	Le problème du gouvernement ouvrier en France.....	870	48
—	Sur le gouvernement ouvrier et paysan.....	931	51
A. BOUCHEZ	Le mouvement syndical et les « autonomistes ».....	414	29
BOUKHARINE	Discours au IV <sup>e</sup> Congrès : le problème de l'Internationale....	5	1
—	De la tactique offensive.....	117	7
—	Projet de programme de l'Internationale Communiste.....	147	10
—	Un grand parti marxiste.....	164	11
BOUKHARINE et PRÉOBRAJENSKY	Comment le développement du capitalisme a conduit à la révolution communiste.....	639	41
—	d°.....	660	42
M. CHAMBELLAND	Le mouvement syndical : après le Congrès du Bâtiment.....	383	28
—	Le mouvement syndical : le travail pratique du Congrès du Bâtiment.....	407	29
—	La fin de la dictature communiste.....	460	31
—	Prélude.....	482	32
—	Le mouvement syndical : toujours le front unique.....	497	33
—	Le Congrès de Bourges.....	868	48
F. CHARBIT	Dans la C. G. T. U. : les adversaires du Parti s'organisent....	386	28
—	Le mouvement syndical : le verdict des syndicats.....	511	34
—	Le mouvement syndical : scissionnistes internationaux.....	527	35
CHLIAPNIKOV	A la veille de la Révolution.....	955	52
E. DARVILLE	<i>Quos vult perdere</i> .....	85	6
A. DEMAI	L'action des jeunes dans les syndicats.....	80	5
J. DORMANS	A propos d'éducation.....	175	11
A. DUNOIS	La situation du Parti français.....	17	2 et 3
—	Au seuil d'une ère nouvelle.....	49	4
—	Séverine et nous.....	81	6
—	L'impérialisme anglais et la Révolution russe.....	247	21
—	A propos de l'article de Riazanov.....	281	23
—	Anarchisme et socialisme.....	282	23
—	Fascisme de parti et fascisme de classe.....	295	24

		Pages	nos
PARIJANINE	Le discours de Renaud Jean.....	311	25
—	La récidive de Louzon.....	327	26
—	Nécessité d'un Parti Communiste.....	344	27
—	Syndicats, C. S. R. ou Parti ?.....	359	28
—	Au seuil de la Révolution allemande.....	608	40
—	A travers les événements.....	624	41
—	Notes et aperçus.....	771	43
—	Projet de préambule pour le programme du Parti.....	873	48
—	Projet de Préambule (suite).....	895	49
—	Barrès, idéologue de la réaction.....	906	50
Jean DUPLEIX	Les vrais maîtres du monde.....	177	16
—	Capital industriel et capital financier.....	545	36
DURET	Le rôle d'une « gauche » dans un parti socialiste.....	834	46
—	Marxisme, blanquisme et action de rue.....	894	49
—	Programme et tactique du Parti.....	939	51
A. ENDERLE	La politique des salaires des syndicats allemands.....	557	36
F. ENGELS	Le principe d'autorité.....	219	19
—	Esquisse d'une critique de l'économie politique.....	603	39
—	d°.....	620	40
—	d°.....	643	41
—	d°.....	655	42
A. FERRAT	Reflexions sur le guesdisme.....	601	39
G. FINK	Le rail, la houille, le fer.....	44	2 et 3
Ruth FISCHER	Le point de vue de la minorité du P. C. A.....	156	15
P. FRANKLIN	Conseil National du Parti Communiste allemand.....	308	24
—	Le prolétariat de la Ruhr et l'accord Poincaré-Stinnes.....	911	50
P. FRANKLIN et M. OLLIVIER	Le problème des réparations.....	439	31
P. FRÉLICH	Autour du Congrès de Hambourg.....	319	25
GEORG.	La grève des cheminots hongrois.....	514	34
V. GODONNÈCHE	A propos des commissions syndicales.....	357	27
—	Note.....	387	28
—	Les anarcho-syndicalistes font la scission.....	411	29
—	Les scissionnistes à l'œuvre.....	432	30
—	L'épouvantail « subordination ».....	552	36
H. GOURDEAUX	La vérité.....	434	30
A. GUILLAIN	Le Congrès communiste de Leipzig.....	93	6
—	d°.....	106	7
—	d°.....	124	8
—	La question du front unique et du gouvernement ouvrier.....	135	14
GUM.	Le fascisme.....	227	19
George HARDY	Les leçons de la grève des marins américains.....	437	30
E. HOERNLE	Le front unique au Congrès de Leipzig.....	135	14
J. HUMBERT-DROZ	Reflexions sur le projet de Boukharine.....	151	15
—	Le choix nécessaire.....	200	18
—	L'offensive unitaire.....	215	19
—	Du menchevisme au communisme.....	476	32
JEAN	Social-démocratie et fascisme.....	814	45
J. JACOB	La C. N. de la Fédération Unitaire du Textile.....	483	32
Sen. KATAYAMA	Pendant le séisme au Japon.....	839	46
Al. KOLLONTAI	L'amour dans la société nouvelle.....	811	45
—	d°.....	835	46
—	d°.....	856	47
V. KOLAROV	Le Congrès du Parti ouvrier norvégien.....	196	12
I. KOULIK	Les journées d'Octobre à Kiev.....	937	51
KUUSSINEN	Les méthodes du P. C. russe.....	167	11
LAFARGUE	Karl Marx, souvenirs personnels.....	284	23
Z. LEDER	Les Internationales réformistes et la tragédie allemande.....	653	42
LÉNINE	Le devoir socialiste et la guerre.....	302	24
—	Marxisme et insurrection.....	583	38
Michel LÉON	La décomposition du menchevisme.....	237	20
—	La légende de Lénine.....	325	25
F. LESSNER	Souvenirs d'un ouvrier sur Karl Marx.....	315	25
LITVINOV	Lénine.....	872	48

		Pages	nos
R. LOUZON	Une honte.....	15	1
—	L'offensive du prolétariat français.....	103	13
—	Réponse à Trotsky.....	211	18
—	A propos de l'article de Riazanov.....	269	22
—	Capitalisme financier, bancaire et industriel.....	598	39
LOZOVSKY	Lausanne et la Ruhr.....	186	12
—	Un pas en avant : Francfort.....	121	14
—	Les forces syndicales d'à-présent.....	275	22
—	A bas les syndicats !.....	409	29
—	Le mouvement syndical : le travail de l'I. S. R.....	431	30
—	Le mouvement syndical : forces en présence.....	458	31
E. LUDWIG	Les desseins d'Hilferding.....	637	41
R. LUXEMBOURG	L'accumulation du capital et l'impérialisme.....	251	21
R. MAGYARD	9 novembre 1918-9 novembre 1923.....	833	46
D. MANOUILSKY	Le suicide de L.-O. Frossard.....	97	7
—	Nouveaux problèmes.....	391	29
—	d° .....	471	32
—	d° .....	490	33
P. MARIO	L'émigration italienne en France.....	127	7
—	Syndicalisme fasciste.....	139	9
—	Comment se sont battus les communistes italiens.....	116	13
P. MARION	Notre programme et les élections.....	912	50
G. H. MARTIN	L'évolution capitaliste.....	272	22
MARTYNOV	La liquidation du menchevisme.....	889	49
—	d° .....	914	50
Karl MARX	Une page inédite.....	163	11
—	Indifférence en matière politique.....	217	19
—	Un aperçu de Marx sur le développement économique en Russie.....	265	22
—	Un maître article de K. Marx : 75 ans après.....	469	32
K. MARX et ENGELS	Prolétariat ouvrier et petite bourgeoisie.....	297	24
M. MARX	Lénine .....	658	42
P. MASLOVSKY	Les mineurs de la Ruhr et la résistance passive.....	632	41
—	L'orage gronde dans la Ruhr.....	797	44
J. MAURIN	L'Espagne actuelle : de la féodalité au capitalisme.....	418	30
E. MAYER	Les résultats du IV <sup>e</sup> Congrès mondial.....	1	1
—	La défense du prolétariat allemand.....	781	43
L. MARZET	A propos des comités d'usines.....	554	36
E. MELCHER	La grève des métaux à Berlin.....	435	30
A. MERLAY	A propos du programme.....	268	22
—	Pour le travail fécond.....	321	25
V. MILIOUTINE	L'organisation soviétique de la production.....	45	2 et 3
—	Quelques problèmes.....	801	44
A. MILU	A travers la presse communiste.....	63	4
V. MIROHCOSKY	La Révolution d'Octobre.....	58	4
P. MONATTE	Le mouvement syndical : vngt ans après.....	586	38
W. MORIARTY	La grève des métallurgistes et des mineurs de la Nouvelle Ecosse.....	515	34
H. M.	Le mouvement ouvrier chinois noyé dans le sang.....	194	17
H. NEUMANN	La gauche de la social-démocratie .....	696	41
A. NEURATH	La prochaine session de l'Exécutif élargi.....	278	22
Walton NEWBOLD	L'Angleterre et l'occupation de la Ruhr.....	76	5
—	Les partis à la Chambre des Communes.....	667	42
A. NIN	La lutte contre le syndicalisme fasciste.....	499	33
—	En Argentine : la dernière grève générale.....	555	36
M. OLLIVIER	Les tâches prochaines du P. C.....	190	17
—	Nécessité d'une culture marxiste.....	200	18
—	Variations sur le change.....	270	22
—	Le communisme et la religion.....	293	23
—	Le problème des réparations.....	341	26
—	Réponse au camarade Treint.....	509	34
—	Les paysans sont-ils révolutionnaires ?.....	525	35
—	Le P. C. et les classes moyennes.....	543	36
—	Les œuvres de Karl Marx.....	884	49
—	Le socialisme et l'agriculture.....	941	51
—	Le socialisme et l'agriculture .....	966	52
PARIJANINE	Un livre de Trotsky.....	134	14

		Pages	n°s
P. PASCAL	Le mois en Russie.....	149	15
—	d° .....	202	18
—	d° .....	380	28
—	d° .....	831	46
—	Le XII <sup>e</sup> Congrès du P. C. russe.....	226	19
—	Le premier écrit de Lénine.....	323	25
Ed. PELUSO	Sur le Congrès socialiste italien.....	274	22
John PEPPER	Pourquoi nous entrerons dans le Labour Party.....	484	32
G. PÉRI	Avant le Conseil National : structure communiste.....	599	39
Kate POHL	L'occupation de la Ruhr et la lutte du prolétariat allemand....	158	10
M. POKROVSKY	Les racines du bolchevisme en Russie.....	935	51
RACOCZI	Le Congrès du P. S. italien.....	208	18
K. RADEK	Lénine .....	178	12
—	La question du programme de l'I. C.....	126	14
—	Le triomphe du fascisme.....	188	17
—	L'organisateur de la victoire : Léon Trotsky.....	234	20
—	Vorovsky .....	267	22
—	Un pauvre bateau s'en est allé de Hambourg.....	279	23
—	Antoine Ker.....	508	34
—	La politique étrangère de la Révolution allemande .....	612	40
—	Poincaré devant l'Allemagne.....	648	42
J. RAVEAU	Mussolini d'Arragonna.....	513	34
H. RAYNAUD	La coalition des minorités de la C. G. T. U.....	480	32
—	Le nouveau cheval de bataille des G. S. R.....	529	35
Luigi REPOSSI	Le mouvement syndical sous le joug du fascio.....	72	5
Jean RENAUD	Une lettre.....	538	36
L. RÉVO	La confusion s'accroît dans la social-démocratie allemande....	74	5
—	La lutte contre le fascisme en Allemagne.....	126	8
—	Le Parti Communiste et la classe moyenne.....	137	9
—	Accumulation et désaccumulation du capital.....	179	16
—	Rosa Luxembourg, continuateur de Marx .....	257	21
—	La reproduction capitaliste.....	292	23
—	La production capitaliste et ses entraves.....	309	24
—	De l'accumulation capitaliste.....	355	27
—	Karl Marx et les syndicats.....	231	20
RIAZANOV	Marx et le P. C. russe.....	473	32
—	Les dockers anglais contre leurs dirigeants.....	486	32
A. ROSENBERG	Le mouvement syndical : l'Internationale d'Amsterdam devant l'occupation de Corfou.....	550	36
A. ROSMER	La nouvelle Fédération des Républiques socialistes-soviétistes..	62	4
Frida RUBINER	Le programme de la III <sup>e</sup> Internationale.....	124	14
L. RUDAS	La G. G. T. fait front unique avec le Comité des Forges....	133	9
J. SADOUL	Entre Essen et Francfort.....	195	12
—	La crise du franc.....	564	37
F. SENOUCHEKINE	En Russie soviétique. Syndicats et Universités.....	573	37
Victor SERGE	Dictature et contre-révolution économique.....	42	2 et 3
—	La Révolution d'Octobre.....	73	5
—	Vie des révolutionnaires.....	136	9
—	Le courage de la lâcheté.....	162	11
—	Vie des révolutionnaires.....	171	11
—	d° .....	188	12
—	Entre des révolutionnaires.....	173	16
—	En Russie soviétique : le Musée de la Révolution à Pétrograd..	478	32
—	Lénine et l'impérialisme.....	488	33
—	Au-dessus de la mêlée sociale.....	595	39
—	Les leçons de la Révolution.....	881	49
S. SIEMKOVSKY	Le dénouement de notre crise.....	113	8
B. SOUVARINE	Les social-traitres et le front unique.....	129	9
—	Une tâche pressante parmi les autres.....	145	10
—	L'occasion manquée.....	175	12
—	Remarque à propos de l'impérialisme.....	106	13
—	Un Parti Communiste.....	119	14
—	Qu'est-ce qu'un révolutionnaire ?.....	147	15
—	Une brochure de Léon Trotsky.....	167	16

		Pages	n <sup>os</sup>
B. SOUVARINE	Le XII <sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevik.....	183	17
—	Sur l'impérialisme.....	223	19
—	Antoine Ker.....	464	32
—	Les 25 ans du P. C. russe.....	504	34
—	Quelques problèmes internationaux.....	504	34
—	L'anniversaire de l'attentat contre Lénine.....	520	35
—	Les Etats-Unis d'Europe.....	536	36
—	D'autres problèmes internationaux.....	560	37
—	Syndicalisme et nationalisme.....	576	38
—	Parti et classe.....	592	39
—	Les premiers aspects d'une guerre civile.....	787	44
—	La question des réparations.....	794	44
—	Révolution russe, Révolution allemande, Révolution mondiale..	801	45
—	Péripéties d'une guerre civile.....	817	46
—	Quelques leçons d'un échec.....	841	47
—	Avec les « hors la loi ».....	861	48
—	Les tâches du Parti bolchevik.....	877	49
—	XIII <sup>e</sup> Congrès du Parti bolchevik.....	897	50
—	Notre Congrès.....	921	51
—	Le Parti Communiste russe se critique et se redresse.....	923	51
—	Le « cours nouveau » du parti bolchevik.....	945	52
W. STOECKER	L'Internationale Communiste contre la guerre.....	56	4
TCHITCHÉRINE	Le 6 <sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre.....	865	48
U. TERRACINI	7.000 arrestations d'ouvriers en Italie.....	185	12
—	Sa première défaite politique.....	228	19
A. TREINT (Bertreint)	Traits essentiels du capitalisme d'après-guerre.....	65	5
—	Qu'est-ce qu'une société communiste ?.....	104	7
—	Discussion sur le « capitalisme » et « l'impérialisme » ouvrier..	105	13
—	A propos de l'impérialisme.....	155	15
—	L'Etat prolétarien.....	175	16
A. TREINT	Le programme de l'Internationale.....	4	1
—	L'offensive capitaliste contre la Russie.....	291	23
—	Le problème des réparations.....	313	25
—	Le problème des réparations.....	361	28
—	En Allemagne, les formes nouvelles de la lutte internationale de		
—	classe.....	454	31
—	Que propose Ollivier ?.....	493	32
—	A propos du front unique.....	524	35
—	Ollivier et son monstre.....	526	35
—	Souvarine exorcice des fantômes.....	580	38
—	Le Conseil National du 14-15 octobre.....	774	43
—	Retour d'Allemagne.....	908	50
—	Réflexions sur le Congrès de Bourges.....	929	51
—	Les conditions d'une démonstration de rues à Paris.....	951	52
Léon TROTSKY	Le Parti français devant l'Internationale (discours).....	20	2 et 3
—	La situation économique de la Révolution des Soviets.....	141	7
—	Le gouvernement ouvrier en France.....	103	7
—	La nouvelle politique économique.....	132	9
—	L'affranchissement des peuples coloniaux.....	166	11
—	L'armée rouge au seuil d'une seconde période de cinq années..	169	11
—	1905.....	192	12
—	Une explication nécessaire avec les syndicalistes communistes..	143	15
—	La nouvelle politique des Soviets et la Révolution mondiale..	169	16
—	Le Communisme en France.....	185	17
—	La critique d'Otto Bauer.....	192	17
—	Conviction et force réelle.....	196	17
—	Les tâches du XII <sup>e</sup> Congrès du P. C. russe.....	205	18
—	Production et Révolution.....	221	19
—	Encore une fois le préjugé anarcho-syndicaliste.....	264	22
—	De l'opportunité du mot d'ordre : les Etats-Unis d'Europe....	415	30
—	L'homme ne vit pas que de politique.....	539	36
—	Le bilan d'une période.....	613	40
—	Jean Jaurès.....	845	47
—	La science et le prolétariat.....	879	49
—	Idées sur le Parti.....	901	51
—	Quelques pensées sur Plekhanov.....	923	51

		Pages	nos
Léon TROTSKY	Lettre de Trotsky sur le cours nouveau .....	948	52
—	Sur la mort de Vaillant .....	952	52
E. VARGA	La situation économique mondiale en octobre 1923.....	119	8
—	La situation économique mondiale en octobre-décembre 1922..	141	9
—	La France avant l'occupation de la Ruhr.....	187	12
—	Comment doit être composé le programme de l'Internationale..	129	14
—	La France et la Ruhr.....	224	19
—	La question de la Ruhr.....	238	20
M. VAZEILLE	Sur la réorganisation du Parti.....	548	36
—	Pour le Bloc ouvrier et paysan .....	617	40
N. VITOSA	Le prochain Congrès des Syndicats roumains.....	530	35
Jean WERTHEIM	Le II <sup>e</sup> Congrès des Syndicats autrichiens.....	435	30
John T. WINTER	Les domiciles de Karl Marx à Londres.....	107	13
Clara ZETKIN	Vers l'unité d'action internationale.....	204	18
—	A la mémoire d'Antoine Ker.....	523	35
G. ZINOVIEV	Internationale Communiste et Internationale Syndicale Rouge (dis- cours) .....	36	2 et 3
—	« Ce qu'il y a d'immortel dans la Révolution russe ».....	50	4
—	N. Lénine .....	121	8
—	L'Internationale Communiste et le Parti Communiste italien....	183	12
—	A la veille du XII <sup>e</sup> Congrès du P. C. russe.....	101	13
—	Une réponse de Zinoviev à Lazzari.....	207	18
—	Sur l'impérialisme.....	346	27
—	Les leçons d'un coup d'Etat.....	394	29
—	La signification des événements de Bulgarie.....	782	43
—	Les problèmes de la Révolution allemande.....	789	44
—	d <sup>o</sup> .....	804	45
—	d <sup>o</sup> .....	819	46
—	d <sup>o</sup> .....	843	47
—	d <sup>o</sup> .....	863	48
—	Un Koltchak en Allemagne.....	885	49
—	Les intellectuels et la Révolution .....	961	52
X...	Où mène le marxisme légal.....	262	21
X...	Extension du consortium Otto Wolf.....	273	22

## Chronique internationale

Russie. Pour devenir membre du Parti, il faut (Kaganovitch).....	34	2 et 3
Pologne (Ulan).....	77	5
Tchéco-Slovaquie (K. Kreibich) .....	77	5
Brésil (A. Pereira).....	78	5
Indes (N. Roy).....	79	5
Allemagne (A. Guillain).....	89	6
Italie (Bordiga).....	89	6
Roumanie (A. Badulescu).....	90	6
Amérique (W. Z. Foster).....	91	6
Indes (G. A. K. Lahani).....	92	6
Allemagne (R. Albert).....	112	7
Pologne (Z. Leder).....	160	10
Etats-Unis (W. Haywood).....	104	13
Allemagne (F. Dalhem).....	164	15
Angleterre (Newbold).....	181	16
Bulgarie (Kabatchief).....	209	18
Pologne (Maciejewsky) .....	229	19
Tchéco-Slovaquie (J. S. Lan).....	244	20
Allemagne. L'évolution économique (X.X.X.).....	261	21

Le Communisme dans l'Afrique du Nord.....	47	2 et 3
La question coloniale et la thèse algérienne.....	61	4
En Russie soviétique.....	75	5
La Conférence de Francfort.....	110	13
d° .....	139	14
d° .....	158	15

## Illustrations

	Pages	nos
Léon Trotsky en 1913.....	177	12
Boukharine et Préobrajensky (dessin de Denis).....	182	12
Léon Trotsky-Saint-Georges (dessin de Denis).....	191	12
Boukharine : « La figure de la vérité » (dessin de Denis) <i>Pravda</i> .....	475	32
Trotsky : « A la gare de la Révolution » (dessin de Denis).....	477	32
Briand (dessin de Denis).....	479	32
« Quand Radek voyage » (dessin de Denis).....	487	33
Le champion de la lutte française (dessin de Denis).....	489	33
Millerand et ses cadeaux à la Pologne (dessin de Denis).....	492	33
Sur le clocher de la <i>Pravda</i> (dessin de Denis).....	494	33
Vandervelde (dessin de Denis).....	496	33
Son Excellence Millerand (dessin de Denis).....	503	34
Karl Radek (dessin de Denis).....	508	34
Tchitchérine (dessin de Denis).....	510	34
Lénine .....	519	35
Un instantané (dessin de Denis).....	535	36
Boukharine .....	559	37
L'amour du prochain selon les capitalistes (dessin de Denis).....	575	38
La nouvelle Joconde (dessin de Denis).....	585	38
Révolution .....	591	39
Républicains, socialistes, communistes.....	594	39
Sous le joug.....	607	40
Ah ! ils ont faim !... Eh bien ! achevons-les ! (Karl Goltz).....	623	41
L'équilibre allemand (Boris Efimov).....	634	41
Le capitalisme et ses esclaves.....	638	41
Une tête facile à changer.....	647	42
Fascismo .....	649	42

## Vie du Parti et des Syndicats

A la mémoire de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht .....	41	2 et 3
L'état présent de notre presse.....	86	6
Aux soldats libérés (le C. D. du P. C.).....	269	22
La réorganisation du Parti.....	363	28
A propos d'une déviation.....	365	28
Coups de faucille.....	413	29
d° .....	437	30
d° .....	486	32
d° .....	500	33
d° .....	512	34
d° .....	528	35
d° .....	572	37
Résolution des Jeunesses syndicalistes.....	462	31
L'hommage du Parti à A. Ker.....	466	32
Documents : La résolution Semard, le « Pacte ».....	501	33
Documents : La motion d'orientation des G. S. R.....	533	35
Résolution sur l'action syndicale votée par le C. N.....	776	43

## Matériaux et Documents du Comité Exécutif

	Pages	nos
Le C. E. de l'Internationale Communiste des Jeunes .....	64	4
Contre le fascisme italien.....	70	5
A l'étude du programme de l'I. C.....	123	14
Projet de la partie théorique du programme de l'I. C.....	132	14
Ce que le communisme international doit au P. C. russe .....	163	15
Les responsables du crime de Lausanne.....	277	22
Session de l'Exécutif élargi (1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> séances).....	330	26
d <sup>o</sup> (5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup> séances).....	347	27
d <sup>o</sup> (7 <sup>e</sup> , 8 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup> séances).....	366	28
d <sup>o</sup> (11 <sup>e</sup> , 12 <sup>e</sup> et 13 <sup>e</sup> séances).....	397	29
d <sup>o</sup> (13 <sup>e</sup> , 14 <sup>e</sup> et 15 <sup>e</sup> séances).....	419	30
Une résolution de l'Exécutif élargi sur la question syndicale .....	412	29
Résolution de l'Exécutif élargi.....	441	31
L'I. S. R. et les Comités d'usines.....	502	33
Les statuts de l'I. S. R.....	516	34
Un appel de l'I. S. R. en faveur de l'unité.....	530	35
Résolution de l'I. S. R. sur les sociétés coopératives de production.....	553	36
Le mouvement syndical : rapport du bureau exécutif.....	567	37

## Vie des Partis Communistes

Le P. C. et les syndicats en Norvège.....	461	31
Les anarchistes et la Révolution russe.....	495	33
La bataille ouvrière internationale : la grève des dockers anglais .....	531	35
Le P. C. d'Allemagne : Au peuple travailleur !.....	633	41
Social-démocratie et fascisme.....	784	43
Répression et réaction (Bulgarie).....	796	44
Le P. C. allemand devant la situation nouvelle.....	850	47
L'organisation du Parti bolchevik.....	926	51